

The Agreement was
previously published
as Cmnd. 5985



UNIVERSAL
POSTAL UNION

Treaty Series No. 60 (1976)

Giro Agreement

[with Detailed Regulations]

Lausanne, 5 July 1974

[The United Kingdom notification of approval was
deposited on 23 February 1976]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
August 1976*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
£1·70 net

Cmnd. 6537

CONTENTS

	<i>French Text Page</i>	<i>English Translation Page</i>
1. Giro Agreement	2	82
2. Detailed Regulations for implementing the Giro Agreement	42	100
3. List of Forms	66	123
4. Ratifications and Approvals	—	138

NOTE: Italicised material in English indicates changes introduced by the 1974 Lausanne Congress of the Universal Postal Union.

ARRANGEMENT
CONCERNANT
LE SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Relations financières entre les Administrations participantes
3. Alimentation des comptes courants postaux de liaison. Intérêts moratoires
4. Bureaux d'échange
5. Application de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution

TITRE II
VIREMENTS POSTAUX

CHAPITRE I
CONDITIONS D'ADMISSION ET D'EXÉCUTION DES ORDRES
DE VIREMENT

6. Modes d'échange
7. Monnaie, Conversion
8. Montant maximal
9. Taxes
10. Franchise de taxe
11. Avis de virement
12. Dispositions particulières aux virements télégraphiques
13. Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription
14. Notification des virements

CHAPITRE II
ANNULATION. RÉCLAMATIONS

15. Annulation des virements
16. Réclamations
17. Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire

CHAPITRE III
RESPONSABILITÉ

18. Principe et étendue de la responsabilité
19. Exceptions au principe de la responsabilité
20. Détermination de la responsabilité
21. Paiement des sommes dues. Recours
22. Délai de paiement
23. Remboursement à l'Administration intervenante

TITRE III
VERSEMENTS AUX COMPTES COURANTS POSTAUX

Art.

- 24. Dispositions générales
- 25. Modes d'échange des versements

TITRE IV
PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR CHÈQUES D'ASSIGNATION OU
MANDATS DE POSTE

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 26. Modalités d'exécution des paiements

CHAPITRE II
EMISSION DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

- 27. Monnaie. Conversion
- 28. Montant maximal à l'émission
- 29. Taxe à percevoir sur le tireur
- 30. Utilisation de la voie des télécommunications pour la transmission des chèques d'assignation

CHAPITRE III
PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS
ACCORDÉES AU PUBLIC

- 31. Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Acheminement par la voie aérienne. Communication destinée au bénéficiaire. Retrait. Modification d'adresse. Endossement
- 32. Réexpédition

CHAPITRE IV
PAIEMENT DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

- 33. Dispositions diverses

CHAPITRE V
CHÈQUES D'ASSIGNATION IMPAYÉS.
AUTORISATION DE PAIEMENT

- 34. Chèques d'assignation impayés
- 35. Autorisation de paiement
- 36. Chèques d'assignation prescrits

CHAPITRE VI
RESPONSABILITÉ

- 37. Principe et étendue de la responsabilité

CHAPITRE VII
RÉMUNÉRATION DE L'ADMINISTRATION DE PAIEMENT

- 38. Attribution des quotes-parts

TITRE V
DÉLIVRANCE DE DÉVISES AUX VOYAGEURS

CHAPITRE I
CARTES DE PAIEMENT GARANTI

- 39. Délivrance de cartes de paiement garanti
- 40. Monnaie. Taux de conversion
- 41. Montant maximal
- 42. Durée de validité
- 43. Règles générales de paiement
- 44. Rémunération de l'Administration de paiement
- 45. Responsabilité

CHAPITRE II
CHÈQUES POSTAUX DE VOYAGE

Art.

46. Chèques postaux de voyage

TITRE VI
RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS DOMICILIÉES
DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

47. Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux

48. Taxe

49. Responsabilité

TITRE VII
DISPOSITIONS DIVERSES

50. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

51. Franchise postale

52. Liste des titulaires de comptes

TITRE VIII
DISPOSITIONS FINALES

53. Application de la Convention

54. Exception à l'application de la Constitution

55. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

56. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT

CONCERNANT

LE SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

TITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article premier

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations que le service des chèques postaux est en mesure d'offrir aux usagers des comptes courants postaux et que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 2

Relations financières entre les Administrations participantes

1. Lorsque les Administrations disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'Administration correspondante, un compte courant postal de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des chèques postaux et, éventuellement, toutes les autres opérations que les Administrations conviendraient de régler par ce moyen.

2. Lorsque l'Administration de paiement ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, l'Administration d'émission des chèques d'assignation correspond avec celle-ci conformément aux articles 29 et 30 de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Article 3

Alimentation des comptes courants postaux de liaison. Intérêts moratoires

1. Chaque Administration entretient auprès de l'Administration du pays correspondant un avoir en monnaie de ce pays sur lequel sont prélevées les sommes dues. Le cas échéant, les sommes transférées pour constituer ou alimenter cet avoir sont inscrites au crédit du compte courant postal de liaison ouvert par l'Administration de destination au nom de l'Administration d'origine.

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. Si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements, les versements et les paiements sont néanmoins exécutés, sous réserve des paragraphes 5 et 6 suivants.

4. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; éventuellement, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de transfert.

5. Lorsque le découvert est supérieur à 100 000 francs, les sommes à régler deviennent productives d'intérêt à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la notification par voie télégraphique de l'absence de couverture. Le taux de cet intérêt ne peut excéder 6 pour cent par an.

6. Si, après application du paragraphe 5, l'Administration débitrice ne procède pas au paiement dans les quinze jours qui suivent, l'Administration créancière peut suspendre le service huit jours après l'envoi d'un préavis télégraphique.

7. Il ne peut être porté atteinte au présent article par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc.

Article 4

Bureaux d'échange

L'échange des listes de virements, de versements ou de chèques d'assignation, les régularisations éventuelles de toutes natures ont lieu exclusivement par l'intermédiaire des bureaux de chèques dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Article 5

Application de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution

Sous réserve des dispositions énoncées dans le présent Arrangement, les échanges de versements et de paiements sont soumis aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution.

TITRE II
VIREMENTS POSTAUX

CHAPITRE I
CONDITIONS D'ADMISSION ET D'EXÉCUTION
DES ORDRES DE VIREMENT

Article 6

Modes d'échange

Les virements postaux peuvent être échangés soit par voie postale, soit, si les virements télégraphiques sont admis dans les relations entre pays intéressés, par tous moyens de télécommunications.

Article 7

Monnaie. Conversion

1. Sauf entente spéciale, le montant des virements est exprimé en monnaie du pays de destination.
2. Toutefois, chaque Administration peut admettre que ledit montant soit indiqué en monnaie du pays d'origine par le titulaire du compte à débiter.
3. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.

Article 8

Montant maximal

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant des virements que tout titulaire de compte peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Article 9

Taxes

1. L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un virement postal et qu'elle garde en entier.
2. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne peut être soumise à une taxe supérieure à celle qui est éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

Article 10

Franchise de taxe

Sont exonérés de toutes taxes les virements relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 15 de la Convention.

Article 11

Avis de virement

1. Tout virement transmis par la voie postale fait l'objet d'un avis de virement établi soit par le tireur, soit par le bureau de chèques postaux détenteur de son compte.

2. Le verso de cet avis peut être utilisé pour une communication particulière destinée au bénéficiaire.

3. Les avis de virement sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes.

Article 12

Dispositions particulières aux virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphiques annexé à la Convention internationale des télécommunications.

2. En sus de la taxe prévue à l'article 9, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe prévue pour la transmission par la voie des télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire et, en outre, une taxe fixe qui ne peut dépasser 1 franc.

3. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée et l'adresse sans frais au bénéficiaire.

Article 13

Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription

1. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de destination a la faculté, lors de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire et si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

2. Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le tireur peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 42 de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

3. Les taxes à percevoir conformément au paragraphe 2 sont prélevées sur le compte du tireur.

Article 14**Notification des virements**

1. Les virements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.
2. Sauf entente spéciale, les sommes à virer sont exprimées, sur la liste, en monnaie du pays de destination.

CHAPITRE II**ANNULATION. RÉCLAMATIONS****Article 15****Annulation des virements**

Le tireur d'un virement peut, aux conditions fixées à l'article 30 de la Convention, faire annuler ce virement aussi longtemps que l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectuée. Toute demande d'annulation doit être formulée par écrit et adressée à l'Administration à laquelle le tireur a donné l'ordre de virement.

Article 16**Réclamations**

1. Toute réclamation concernant l'exécution d'un virement est adressée par le tireur à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf s'il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.
2. L'article 39 de la Convention est applicable aux réclamations.

Article 17**Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire**

Le montant de tout virement qui, pour une cause quelconque, n'a pas pu être porté au crédit du compte du bénéficiaire est reporté au crédit du compte du tireur.

CHAPITRE III**RESPONSABILITÉ****Article 18****Principe et étendue de la responsabilité**

1. Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.

2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ou sur les virements télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.

Article 19

Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- (a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- (b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 39, paragraphe 1, de la Convention.

Article 20

Détermination de la responsabilité

Sous réserve de l'article 24, paragraphes 2 à 5, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, la responsabilité incombe à l'Administration du pays dans lequel l'erreur s'est produite.

Article 21

Paiement des sommes dues. Recours

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation.

2. Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.

3. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable.

4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

Article 22

Délai de paiement

1. Le versement des sommes dues au réclamant doit avoir lieu dès que la responsabilité du service, a été établie, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. Si l'Administration présumée responsable, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à une réclamation, l'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'autre Administration.

Article 23

Remboursement à l'Administration intervenante

1. L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de la notification du remboursement.

2. A l'expiration de ce délai, la somme due à l'Administration qui a remboursé le réclamant devient productive d'intérêts moratoires à raison de 6 pour cent par an.

TITRE III

VERSEMENTS AUX COMPTES COURANTS POSTAUX

Article 24

Dispositions générales

1. Toute personne résidant dans l'un des pays qui assurent le service des versements postaux peut ordonner des versements au profit d'un compte courant postal tenu dans un autre de ces pays.

2. Sous réserve des dispositions particulières ci-après, tout ce qui est expressément prévu pour les virements postaux s'applique également aux versements.

3. L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige de l'expéditeur d'un versement postal et qu'elle garde en entier. Cette taxe ne peut pas être supérieure à celle qui est perçue pour l'émission d'un mandat de poste.

4. Un récépissé est délivré gratuitement au déposant au moment du versement des fonds.

5. Sauf entente spéciale les versements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.

Article 25

Modes d'échange des versements

1. Les échanges de versements aux comptes courants postaux peuvent être opérés dans les conditions prévues à l'article 6. Ils sont effectués au moyen d'avis de versement, de mandats-cartes de versements ou mandats de liste de versements.

2. Les Administrations conviennent d'adopter pour l'échange des versements par voie postale le type de formule et la réglementation qui s'adaptent le mieux à l'organisation de leur service. Elles peuvent notamment convenir d'utiliser dans leurs relations réciproques l'avis de versement de leur service intérieur.

3. L'échange par le voie des télécommunications s'opère d'après les dispositions éventuellement prévues pour les mandats télégraphiques.

4. Une Administration qui n'a pas encore créé le service des chèques postaux peut participer à l'émission des mandats de versement.

TITRE IV

PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR CHÈQUES D'ASSIGNATION OU MANDATS DE POSTE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 26

Modalités d'exécution des paiements

1. Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de chèques d'assignation, de mandats-cartes ou de mandats-listes.

2. Les Administrations conviennent d'adopter pour le service des paiements la réglementation qui s'adapte le mieux à l'organisation de leur service.

3. Les mandats-cartes et les mandats-listes émis en représentation des sommes débitées des comptes courants postaux sont soumis aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution.

CHAPITRE II

EMISSION DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

Article 27

Monnaie. Conversion

L'article 7 s'applique aux chèques d'assignation.

Article 28**Montant maximal à l'émission**

L'Administration d'origine a la faculté de limiter le montant des paiements que tout tireur peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Article 29**Taxe à percevoir sur le tireur**

L'Administration d'origine détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un chèque d'assignation.

Article 30**Utilisation de la voie des télécommunications pour la transmission des chèques d'assignation**

1. Les chèques d'assignation peuvent être transmis par la voie des télécommunications, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau d'échange de l'Administration de paiement, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau de poste chargé du paiement, lorsque les Administrations conviennent d'utiliser ce mode de transmission.

2. Les articles 4 et 8 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'appliquent aux chèques d'assignation télégraphiques.

CHAPITRE III**PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES
FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC****Article 31**

**Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre.
Acheminement par la voie aérienne. Communication destinée
au bénéficiaire. Retrait. Modification d'adresse. Endossement**

Les articles 9, 10 et 12 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont applicables aux chèques d'assignation.

Article 32**Réexpédition**

1. Le chèque d'assignation ne peut être réexpédié en dehors des limites du pays de destination.

2. Lorsque le bénéficiaire a fixé sa résidence hors du pays de première destination, le chèque d'assignation est traité comme chèque impayé. Si la réglementation intérieure du pays d'origine le permet, le tireur est avisé de la nouvelle adresse du bénéficiaire.

CHAPITRE IV

PAIEMENT DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

Article 33

Dispositions diverses

1. L'Administration de paiement n'est pas tenue d'assurer le paiement à domicile des chèques d'assignation dont le montant excède celui des mandats de poste habituellement payés à domicile.

2. En ce qui concerne la durée de validité, le visa pour date, les règles générales de paiement, la remise par exprès, les taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire, les dispositions particulières au paiement télégraphiques, les articles 13 à 18 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont applicables aux chèques d'assignation pour autant que les règles du service intérieur ne s'y opposent pas.

CHAPITRE V

CHÈQUES D'ASSIGNATION IMPAYÉS. AUTORISATION DE PAIEMENT

Article 34

Chèques d'assignation impayés

1. Le montant de tout chèque d'assignation qui n'a pu être payé pour l'un des motifs indiqués à l'article 19 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est remis à la disposition du service des chèques postaux de l'Administration d'origine par l'intermédiaire du bureau d'échange des chèques postaux de l'Administration de paiement pour être réinscrit au crédit du compte du tireur.

2. L'article 31, paragraphe 6, de la Convention est applicable en ce qui concerne l'annulation de la taxe de poste restante et à la taxe complémentaire d'exprès.

Article 35

Autorisation de paiement

1. Tout chèque d'assignation égaré, perdu ou détruit avant paiement peut à la demande du tireur ou du bénéficiaire être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration de paiement.

2. A l'exception du paragraphe 1, l'article 20 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'applique aux autorisations de paiement établies en remplacement d'un chèque d'assignation.

Article 36

Chèques d'assignation prescrits

L'article 21 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation prescrits.

CHAPITRE VI

RESPONSABILITÉ

Article 37

Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le chèque d'assignation a été régulièrement payé.

2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de chèques d'assignation ou sur les documents remis au service télégraphique pour la transmission des chèques d'assignation télégraphique. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission ou le paiement des chèques d'assignation.

4. Les articles 23, 24, 25, 26 et 27 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'appliquent aux chèques d'assignation.

CHAPITRE VII

RÉMUNÉRATION DE L'ADMINISTRATION DE PAIEMENT

Article 38

Attribution des quotes-parts

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement une quote-part unitaire.

2. La quote-part est fixée en fonction du montant moyen des chèques d'assignation compris dans une même lettre d'envoi à :

- 0,80 franc jusqu'à 100 francs ;
- 1,00 franc au-delà de 100 francs et jusqu'à 200 francs ;
- 1,20 franc au-delà de 200 francs et jusqu'à 300 francs ;
- 1,50 franc au-delà de 300 francs et jusqu'à 400 francs ;
- 1,80 franc au-delà de 400 francs et jusqu'à 500 francs ;
- 2,10 francs au-delà de 500 francs.

3. Au lieu des taux prévus au paragraphe 2, les Administrations peuvent toutefois convenir d'attribuer une quote-part uniforme indépendante du montant des chèques d'assignation.

TITRE V

DÉLIVRANCE DE DEVISES AUX VOYAGEURS

CHAPITRE I

CARTES DE PAIEMENT GARANTI

Article 39

Délivrance de cartes de paiement garanti

1. Chaque Administration peut délivrer aux titulaires de comptes courants postaux des cartes de paiement garanti payables à vue aux guichets des bureaux de poste des pays contractants qui conviennent d'instituer ce service dans leurs relations réciproques.

2. Les dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à la carte de paiement garanti s'appliquent par analogie au chèque garanti.

Article 40

Monnaie. Taux de conversion

1. La somme garantie est imprimée au verso de chaque carte ou sur une annexe en monnaie des divers pays contractants.

2. L'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

Article 41

Montant maximal

Le montant maximal qui peut être payé au moyen d'une carte de paiement est fixé d'un commun accord par les pays contractants.

Article 42**Durée de validité**

1. La durée de validité des cartes de paiement est fixée éventuellement par l'Administration d'émission.
2. Elle est indiquée sur la carte par impression de la date ultime de validité.
3. En l'absence d'une telle indication, la validité des cartes de paiement est illimitée.

Article 43**Règles générales de paiement**

1. Le montant des cartes de paiement garanti est versé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement. Toutefois, si les Administrations sont d'accord, le paiement peut être effectué à un tiers porteur du titre.
2. Les cartes de paiement ne sont pas transmissibles par endossement.

Article 44**Rémunération de l'Administration de paiement**

Les Administrations qui conviennent de participer au service des cartes de paiement fixent d'un commun accord le montant de la rémunération qui est attribuée à l'Administration de paiement.

Article 45**Responsabilité**

L'Administration de paiement est déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle peut établir que le paiement a été effectué dans les conditions réglementaires.

CHAPITRE II**CHÈQUES POSTAUX DE VOYAGE****Article 46****Chèques postaux de voyage**

1. A tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un des pays qui conviennent d'échanger des chèques postaux de voyage, il peut être délivré, sur sa demande, des chèques postaux de voyage payables dans un autre de ces pays.
2. Les conditions d'admission et l'exécution des paiements au moyen de chèques postaux de voyage sont réglées par les pays qui conviennent de les échanger.

TITRE VI

RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS
DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE
CHÈQUES POSTAUX**Article 47****Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux**

1. Sous réserve d'accord avec l'Administration du pays domiciliataire, les bureaux de chèques postaux qui reçoivent à l'encaissement des chèques bancaires ou effets de commerce domiciliés dans un bureau de chèques postaux étranger les transmettent au bureau domiciliataire qui procède au règlement par virement postal.

2. Les valeurs doivent satisfaire aux conditions de forme prévues pour les valeurs à recouvrer.

3. Les Administrations arrêtent d'un commun accord les dispositions nécessaires à l'exécution des formalités de protêt ainsi que les conditions dans lesquelles peuvent être acceptés les paiements partiels.

Article 48**Taxe**

Toute valeur prise à l'encaissement par un bureau de chèques postaux peut donner lieu, au profit de l'Administration qui la reçoit, à la perception d'une taxe de 20 centimes au maximum.

Article 49**Responsabilité**

1. Les Administrations sont responsables du montant des valeurs porté au débit des comptes.

2. Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards:

- (a) dans la transmission ou dans la présentation des valeurs;
- (b) dans l'établissement des protêts ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application de l'article 47, paragraphe 3.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 50**Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger**

1. En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un pays avec lequel le pays de résidence du requérant échange des virements

postaux, l'Administration de ce pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.

2. Les Administrations s'engagent à effectuer cette vérification avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

3. Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.

Article 51

Franchise postale

1. Les plis contenant des extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes sont envoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et remis en franchise dans tout pays de l'Union.

2. La réexpédition de ces plis dans tout pays de l'Union ne leur enlève, en aucun cas, le bénéfice de la franchise.

Article 52

Liste des titulaires de comptes

1. Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Administration qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Administrations, aux prix déterminés par celles-ci dans leur service intérieur.

2. Chaque Administration fournit aux Administrations des autres pays contractants, à titre gratuit, les listes nécessaires à l'exécution du service.

3. La responsabilité des Administrations ne peut pas être engagée du fait d'erreurs figurant dans la liste des titulaires de comptes.

TITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 53

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 54

Exception à l'application de la Constitution

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

Article 55

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :

- (a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement ;
- (b) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Article 56

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1976 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'AFGHANISTAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE
DE L'AFRIQUE DU SUD:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE:

Stania Eini
D. Namusini
Dr. Nemkull

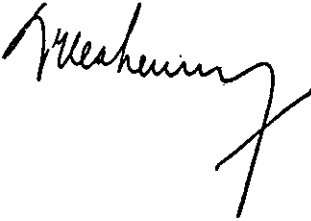
Pour
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

Haccue
ADRESSEES
ilal Abdel
Mouf
Abdel
Abdel

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
Y COMPRIS LE TERRITOIRE
SOUS TUTELLE DES ÎLES DU
PACIFIQUE:

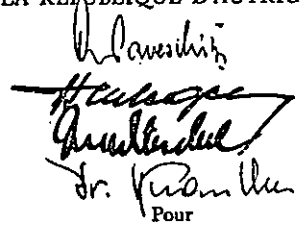
Pour
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:



Pour
L'AUSTRALIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:



Pour
LE COMMONWEALTH DES BAHAMAS:

Pour
L'ÉTAT DE BAHRAIN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU BANGLADESH:

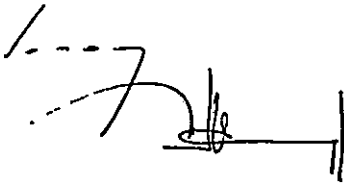
Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE L'UNION DE BIRMANIE:

Pour
BARBADE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:

Pour
LA BELGIQUE:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'F' followed by a cursive name. Below the signature is a horizontal line with two short vertical bars at its right end.

Pour
LE ROYAUME DE BHOUTAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA:

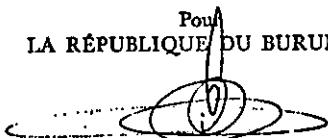
Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

Pour
LE CANADA:·

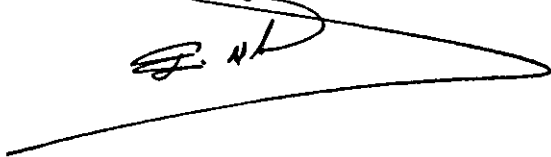
Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE BULGARIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

A handwritten signature consisting of a vertical stroke with a loop at the top, enclosed within a horizontal oval shape.

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN:

A large, sweeping handwritten signature that starts with a small mark and ends in a long, horizontal stroke.

Pour
LE CHILI:

A large, stylized handwritten signature with multiple loops and a long horizontal tail.

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:

Miguel Ángel Lora
Adel
Alvarez

[Signature]
le 09 2. au
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU CONGO:

[Signature]
Prostunh
BBU BALOUNDA
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY:
GOUNONGBE

Y. Gounongbe
Assouf

Pour
LE ROYAUME DE DANEMARK:

Gunnar Pedersen
300 Reersøen
Torben Nielsen
Boize Nordbo

Pour
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE:

M. I. Solhi
A. Bar
Amrallah Toufik
Adnan Shourby

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR:

Pour
LES ÉMIRATS ARABES UNIS:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR:

Pour
L'ESPAGNE:

Pour
LE TERRITOIRE ESPAGNOL
DE L'AFRIQUE:

Pour
L'ÉTHIOPIE:

Pour
FIDJI:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER:

1001 C. B. C. 1001
A. Pannier
J. Pannier

Pour
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:

A. Pannier
J. Pannier

Pour
LE GHANA:

CHÈQUES — ARRANGEMENT

Pour
LE ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD,
ÎLES DE LA MANCHE,
ET ÎLE DE MAN:

J. L. L.
D. M. Elliot
S. L. L.
Heather L. P. Harris
A. L. Brown
K. L. L.

Pour
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER
DONT LES RELATIONS
INTERNATIONALES
SONT ASSURÉES
PAR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD:

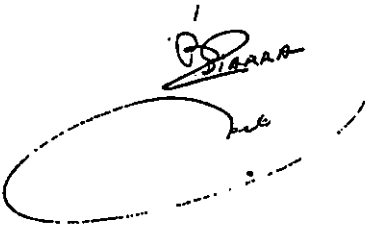
J. L. L.
D. M. Elliot
S. L. L.
Heather L. P. Harris
A. L. Brown
K. L. L.

Pour
LA GRÈCE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE:



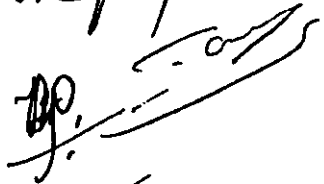
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU:

Pour
LA RÉPUBLIQUE
DE GUINÉE ÉQUATORIALE:

Pour
LA GUYANE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS:

Pour
L'IRAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
HONGROISE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:

Pour
L'INDE:


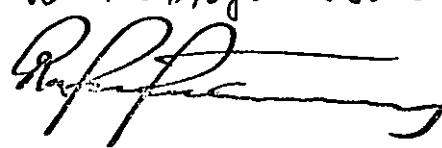
Pour
L'IRLANDE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:





Pour
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE:


B. Kristjánsson


Pour
ISRAËL:

Pour
LE JAPON:

Handwritten signature: Hrenoffilakov

Vertical handwritten signature: 李 正 之 行

Pour
L'ITALIE:

Pour
LE ROYAUME HACHÉMITE
DE JORDANIE:

Pour
LA JAMAÏQUE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE:


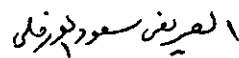
Pour
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

Pour
KUWAIT:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Pour
LE ROYAUME DU LAOS:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE:

Pour
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:



Pour
LE LUXEMBOURG:

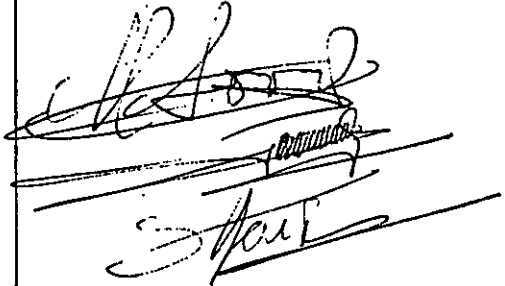


Pour
LA MALAISIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE MALGACHE:



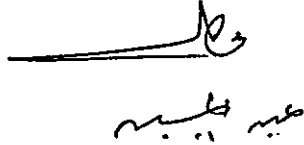
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:



Pour
MALTE:

Pour
MALAWI:

Pour
LE ROYAUME DU MAROC:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DES MALDIVES:

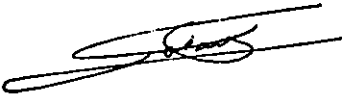
Pour
MAURICE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
DE MAURITANIE:



Pour
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:

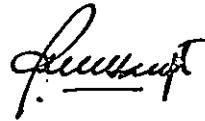


Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE MONGOLIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

Pour
LE NÉPAL:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:

C. Gabriel

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE NIGÉRIA:

Pour
LA NORVÈGE:

A. Rindum
E. Strøm
K. Strøm
C. Larsen

Pour
LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

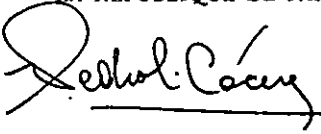
Pour
LE SULTANAT D'OMAN:

Pour
L'UGANDA:

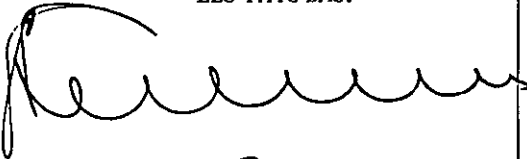
Pour
LE PAKISTAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA:

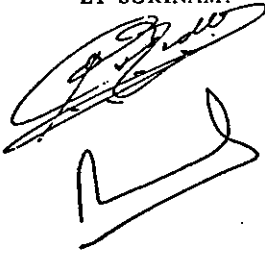
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY:



Pour
LES PAYS-BAS:



Pour
LES ANTILLES NÉERLANDAISES
ET SURINAM:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE:

Pour
LE PORTUGAL:

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE:

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE:

Pour
L'ÉTAT DE QATAR:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
ALLEMANDE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE:

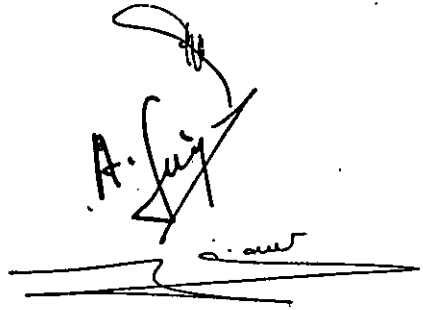
Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE ROUMANIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE:

Pour
SINGAPOUR:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE SOMALIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU SOUDAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SRI LANKA
(CEYLAN):

Pour
LA SUÈDE:

A. P. P. P.
Caro...to...
R. P. P.
van C...

Pour
LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

Andri
15...
John...

Pour
LE ROYAUME DU SWAZILAND:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE:

Pour
LA THAÏLANDE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:

HP
Eulaw
Spencer

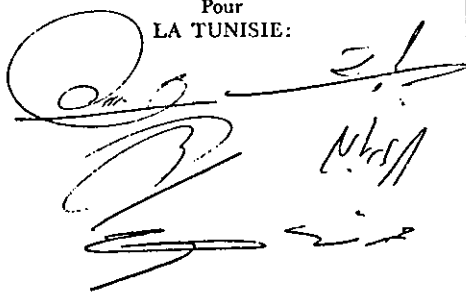
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD:

Pour
LE ROYAUME DES TONGA:

Ndjam

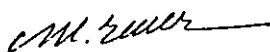
Pour
TRINITÉ ET TOBAGO:

Pour
LA TUNISIE:



Handwritten signatures for Tunisia, including a large circular signature and several other scribbles.

Pour
LA TURQUIE:

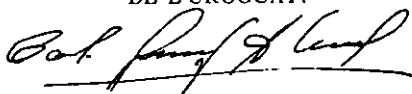


Handwritten signature for Turkey, appearing as 'M. Zuer'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

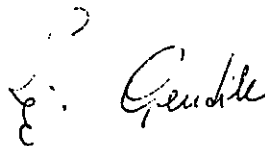
Pour
L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY:



Handwritten signature for Uruguay, appearing as 'Bot. Puyol'.

Pour
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:

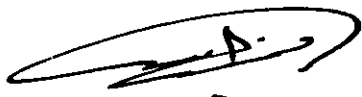


Handwritten signature for Vatican, appearing as 'G. Gendile'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA:

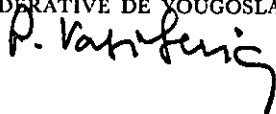
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU VIÊT-NAM:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN:

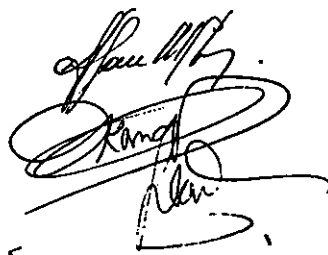


Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE DU YÉMEN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU ZAIRE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE:

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LE SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES SERVICES DE CHÈQUES POSTAUX

Art.

- 101. Renseignements à fournir pas les Administrations
- 102. Formules à l'usage du public

TITRE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 103. Fonctionnement du compte courant postal de liaison

TITRE III VIREMENTS

CHAPITRE I EMISSION, NOTIFICATION

- 104. Inscriptions sur les formules
- 105. Etablissement des avis de virement
- 106. Listes de virements
- 107. Etablissement des lettres d'envoi
- 108. Notification des virements

CHAPITRE II PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 109. Demande d'avis d'inscription
- 110. Demande d'annulation d'un virement
- 111. Réclamations

CHAPITRE III OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

- 112. Renvoi de l'avis d'inscription
- 113. Vérification des envois et traitement des irrégularités
- 114. Annulation d'un virement
- 115. Non-exécution d'un virement

CHAPITRE IV RÈGLEMENTS FINANCIERS ENTRE ADMINISTRATIONS

- 116. Paiement des sommes dues

CHAPITRE V
VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES

Art.

- 117. Dispositions communes
- 118. Etablissement des virements télégraphiques
- 119. Listes de virements télégraphiques
- 120. Etablissement des lettres d'envoi
- 121. Demande d'avis d'inscription
- 122. Inscription des virements télégraphiques
- 123. Avis d'inscription
- 124. Vérification des envois et traitement des irrégularités

TITRE IV
VERSEMENTS POSTAUX

CHAPITRE I
AVIS DE VERSEMENT

- 125. Dispositions générales

CHAPITRE II
MANDATS DE VERSEMENT.

TRAITEMENT DES VERSEMENTS REÇUS PAR MANDATS DE VERSEMENT
MP 16 À DESTINATION D'UNE ADMINISTRATION DONT
L'ORGANISATION DES CHÈQUES POSTAUX EST BASÉE SUR
L'UTILISATION DE L'AVIS DE VERSEMENT VP 1

- 126. Dispositions générales
- 127. Acheminement des mandats de versement
- 128. Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux

TITRE V
PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR DÉBIT DES COMPTES COURANTS POSTAUX

CHAPITRE I
EMISSION DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

- 129. Formule de chèques d'assignation
- 130. Etablissement des chèques d'assignation
- 131. Mentions interdites ou autorisées. Recommandations d'office

CHAPITRE II
NOTIFICATION DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

- 132. Liste de chèques d'assignation
- 133. Etablissement des lettres d'envoi
- 134. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes
- 135. Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux
- 136. Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service de chèques postaux
- 137. Retrait. Modification d'adresse

CHAPITRE III
OPÉRATIONS AUPRÈS DE L'ADMINISTRATION DE PAIEMENT

- 138. Listes manquantes ou irrégulières
- 139. Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service de chèques postaux de destination
- 140. Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service de chèques postaux
- 141. Chèques d'assignation irréguliers
- 142. Etablissement de l'avis de paiement
- 143. Chèques d'assignation impayés
- 144. Réclamations

Art.

- 145. Autorisations de paiement. Chèques d'assignation perdus ou détruits après paiement
- 146. Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques
- 147. Avis d'émission
- 148. Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

TITRE VI DÉLIVRANCE DE DEVICES AUX VOYAGEURS

CHAPITRE I PAIEMENT DES CARTES DE PAIEMENT GARANTI

- 149. Formules
- 150. Présentation des cartes de paiement
- 151. Conditions de paiement

CHAPITRE II RÈGLEMENTS FINANCIERS ENTRE ADMINISTRATIONS

- 152. Renvoi des cartes payées au service des chèques postaux d'origine
- 153. Remplacement des cartes de paiement garanti perdues après paiement

TITRE VII VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

- 154. Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements
- 155. Conditions particulières à remplir par les valeurs
- 156. Etablissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs
- 157. Envoi des fonds

TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

- 158. Plis en franchise contenant des extraits de comptes
- 159. Demande d'ouverture d'un comptes courant postal à l'étranger

TITRE IX DISPOSITIONS FINALES

- 160. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la "Liste des formules"

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LE SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux:

TITRE I

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES SERVICES DE CHÈQUES POSTAUX

Article 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations doivent se communiquer directement:
 - (a) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 4 de l'Arrangement;
 - (b) les spécimens des empreintes des timbres d'authentification en usage dans les bureaux d'échange;
 - (c) la liste — revêtue des spécimens de leur signature — des fonctionnaires qui ont qualité dans ces bureaux pour signer les lettres d'envoi; cette liste doit être fournie en un nombre suffisant d'exemplaires pour les besoins du service. En cas de modification, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante qui continue à être utilisée;
 - (d) le taux de conversion fixé pour les ordres de virement, de versement, ou les chèques d'assignation, si la demande en est faite expressément.
2. En outre, elles doivent communiquer au Bureau international:
 - (a) la liste des pays avec lesquels elles échangent des virements, des versements postaux, des chèques d'assignation ou des cartes de paiement et, éventuellement, des virements, des versements ou des chèques d'assignation télégraphiques;
 - (b) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 4 de l'Arrangement.
3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

Article 102

Formules à l'usage du public

1. En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 3, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après :

- VP 1 (Avis de virement ou de versement),
- VP 7 (Réclamation concernant un ordre de virement ou de versement),
- VP 10 (Avis d'inscription),
- VP 13 et VP 13bis (Chèque d'assignation),
- VP 14 et VP 14bis (Carte de paiement).

2. Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement ou éventuellement comme avis de versement dans les conditions indiquées aux articles 105, paragraphe 1, et 125, paragraphe 2, ne sont pas soumises à ces dispositions.

TITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 103

Fonctionnement du compte courant postal de liaison

1. Sont portés notamment au crédit du compte courant postal de liaison :
 - (a) les sommes transférées pour constituer ou alimenter un avoir. Les transferts correspondants sont opérés soit au moyen de chèques bancaires ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place;
 - (b) les virements, versements et paiements qui n'ont pu être exécutés.
2. Sont portés notamment au débit du compte courant postal de liaison :
 - (a) le montant des listes de virements ou de versements visées aux articles 106 et 125 et dont l'Administration de destination doit assurer l'inscription au crédit des comptes courants postaux des bénéficiaires;
 - (b) le montant des listes de chèques d'assignation visées à l'article 132 et dont elle doit effectuer la mise en paiement;
 - (c) le montant des listes des cartes de paiement effectivement payées visées à l'article 151;
 - (d) le montant des quotes-parts et de la rémunération visées aux articles 38 et 44 de l'Arrangement et qui lui sont bonifiées par l'Administration d'origine des chèques d'assignation et des cartes de paiement;
 - (e) les sommes dont le rapatriement est demandé par l'Administration titulaire du compte courant postal de liaison en vue du nivellement éventuel de l'avoir de ce dernier.
3. Les Administrations peuvent convenir d'utiliser les comptes courants postaux de liaison pour liquider toutes les opérations autres que celles ayant trait au fonctionnement du service de chèques postaux. Elles déterminent, le cas échéant, la procédure applicable.

4. Les frais éventuels sont supportés par l'Administration d'origine, à l'exception des frais extraordinaires tels que les frais de clearing imposés par le pays créancier.

TITRE III

VIREMENTS

CHAPITRE I

EMISSION. NOTIFICATION

Article 104

Inscriptions sur les formules

1. Les inscriptions sur les formules du service des virements sont faites en caractères latins et en chiffres arabes, d'une manière très claire, de préférence à la machine.

2. Les inscriptions au crayon-encre ou au crayon ordinaire ne sont pas admises; toutefois, les signatures peuvent être données au crayon-encre.

Article 105

Etablissement des avis de virement

1. Les avis de virement sont établis, sur des formules conformes au modèle VP 1 ci-annexé, soit par le titulaire du compte à débiter, soit par le bureau de chèques qui tient le compte; toutefois, chaque Administration peut, à titre exceptionnel, autoriser l'usage des formules de son service intérieur.

2. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement — ou le bureau d'échange dont il relève — opère la conversion et inscrit à l'encre rouge, sur l'avis, le montant du virement en monnaie du pays de destination.

3. Les avis de virement sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de chèques d'origine.

Article 106

Listes de virements

1. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur des formules conformes au modèle VP 2 ci-annexé. Les Administrations peuvent convenir que la colonne 3 de la formule ne soit pas remplie. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau qui l'a établie.

2. Les listes de virements auxquelles sont annexés les avis de virement transmis par voie postale sont adressées, une fois par jour ouvrable, aux bureaux d'échange correspondants; toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour grouper, sur une même liste, les virements de plusieurs journées.

Article 107

Etablissement des lettres d'envoi

1. Le total de chacune des listes destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi établie en double exemplaire conforme au modèle VP 3 ci-annexé dont le total général est arrêté en toutes lettres ou imprimé en chiffres au moyen d'une machine à protéger les chèques.

2. Le numéro d'inscription sur la lettre d'envoi est reporté sur chaque liste de virements.

3. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet. Chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.

4. La lettre d'envoi est expédiée en double exemplaire. La dernière lettre d'envoi expédiée à la fin de chaque mois doit porter la mention « Dernière lettre d'envoi N° ... ». Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun virement à transmettre au bureau correspondant le dernier jour ouvrable d'un mois, il lui adresse néanmoins une lettre d'envoi négative désignée également comme « Dernière lettre d'envoi N° ... ».

Article 108

Notification des virements

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis en paquets clos et expédiés en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); ces envois peuvent être soumis à la recommandation.

CHAPITRE II

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

Article 109

Demande d'avis d'inscription

1. Lorsque, au moment où il ordonne le virement, le tireur demande que lui soit adressé un avis d'inscription selon l'article 13 de l'Arrangement, la

mention «AI» est portée sur la liste VP 2 en regard de l'inscription correspondante; s'il s'agit d'un virement transmis par voie postale, l'avis de virement est revêtu de la mention très apparente «Avis d'inscription».

2. Une formule conforme au modèle VP 10 ci-annexé ou une formule C 5 prévue à l'article 131, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, dûment complétée en ce qui concerne l'adresse du tireur (recto) et la description du virement (verso), est jointe à l'avis de virement correspondant.

Article 110

Demande d'annulation d'un virement

1. Pour toute demande d'annulation à transmettre par voie postale, le bureau d'origine établit une formule conforme au modèle VP 5 ci-annexé et la transmet au bureau d'échange de son pays; ce bureau complète la formule par les données de la transmission du virement au bureau d'échange du pays de destination et la lui adresse sous pli recommandé.

2. Si la demande est à transmettre par la voie des télécommunications, une formule conforme au modèle VP 6 ci-annexé est remplie par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du pays d'origine et les indications en sont transmises sous forme d'avis de service taxé télégraphique au bureau teneur du compte à créditer. L'avis de service est confirmé immédiatement par poste au moyen d'une formule VP 5 qui doit transiter par les bureaux d'échange des deux pays.

Article 111

Réclamations

Toute réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement est établie sur une formule conforme au modèle VP 7 ci-annexé par le bureau de chèques teneur du compte débité et transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux d'échange de chacun des pays, au bureau de chèques teneur du compte à créditer; elle est traitée conformément à l'article 142, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE III

OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

Article 112

Renvoi de l'avis d'inscription

L'avis d'inscription visé à l'article 109, dûment complété par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis directement au tireur.

Article 113

Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Dès réception des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification de l'envoi. S'il constate une irrégularité quelconque ou une omission, il en informe immédiatement par lettre conforme au modèle VP 4 ci-annexé le bureau d'échange expéditeur qui doit répondre par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes. Les duplicata des pièces manquantes sont également échangés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Si l'irrégularité porte sur une différence de sommes entre l'avis de virement et la liste de virement, le bureau d'échange destinataire est autorisé à donner suite au virement pour la somme la plus faible; selon le cas, l'avis de virement ou la liste de virement et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4.

Article 114

Annulation d'un virement

1. L'annulation d'un virement est opérée d'après les règles prescrites par l'article 115; si l'annulation a été demandée par la voie des télécommunications, le bureau de chèques destinataire retient l'avis de virement jusqu'à la réception de la confirmation postale.

2. La suite que le bureau de chèques destinataire a donnée à la demande d'annulation est communiquée au bureau de chèques d'origine par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); en cas de demande d'annulation par la voie des télécommunications, l'arrivée de la formule VP 5 ne doit pas être attendue pour donner cette information.

3. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation formulées et transmises dans des conditions autres que celles qui sont prescrites par l'article 110.

Article 115

Non-exécution d'un virement

1. Lorsque, pour une cause quelconque, un virement ne peut être porté au crédit du compte du bénéficiaire, il est décrit sur une formule VP 4 à laquelle est joint, le cas échéant, l'avis de virement correspondant. La formule VP 4 peut éventuellement recevoir la description de plusieurs virements inexécutés.

2. Les virements rejetés sont inscrits sur la formule VP 4 pour leur montant exprimé dans la monnaie du pays de première destination, tel qu'il a été calculé par l'Administration d'origine du virement.

3. Le montant total de la formule VP 4 est porté au crédit du compte courant postal ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements rejetés.

4. La formule VP 4 et les avis de virement qui y sont annexés sont joints à l'extrait de compte visé à l'article 116, paragraphe 2.

CHAPITRE IV

RÈGLEMENTS FINANCIERS ENTRE ADMINISTRATIONS

Article 116**Païement des sommes dues**

1. Après vérification des listes VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3, le montant total des virements reçus est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements.

2. Un exemplaire de la lettre d'envoi VP 3, revêtu d'une empreinte du timbre à date du service des chèques postaux destinataire, est joint à l'extrait de compte journalier qui est adressé le jour même de l'opération à l'Administration titulaire du compte courant de liaison débité.

CHAPITRE V

VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES

Article 117**Dispositions communes**

Sont applicables aux virements télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent chapitre V, les dispositions relatives aux virements échangés par voie postale.

Article 118**Etablissement des virements télégraphiques**

1. Les virements télégraphiques donnent lieu à l'envoi de télégrammes-virements adressés directement par le bureau de chèques d'origine au bureau de chèques qui tient le compte du bénéficiaire.

2. Le télégramme-virement est rédigé en français, sauf entente spéciale, et libellé invariablement dans l'ordre ci-après :

- Indications de service taxées (s'il y a lieu);
- Avis inscription (s'il y a lieu);
- Virement ... (numéro d'émission);
- Nom du bureau de chèques destinataire;
- Nom ou désignation du tireur;
- Numéro du compte débité;
- Nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur;
- Montant de la somme à créditer;
- Nom ou désignation du bénéficiaire;
- Numéro du compte à créditer;
- Communication particulière (le cas échéant).

3. Les Administrations peuvent convenir d'une clef secrète pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. La somme à créditer est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres.

5. Ni le tireur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. Lorsque les Administrations conviennent d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution.

Article 119

Listes de virements télégraphiques

Les virements télégraphiques font l'objet de listes VP 2 distinctes. Aucun avis de virement n'est joint à ces listes.

Article 120

Etablissement des lettres d'envoi

Lorsque les listes de virements télégraphiques font l'objet de lettres d'envoi VP 3 distinctes, celles-ci reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de virements par voie postale.

Article 121

Demande d'avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique est établi par le bureau destinataire dès que le compte du bénéficiaire a été crédité.

Article 122

Inscription des virements télégraphiques

Le bureau de chèques destinataire inscrit les virements télégraphiques au crédit du compte du bénéficiaire sans attendre la liste correspondante.

Article 123

Avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique, dûment établi par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis au bureau de chèques qui tient le compte.

Article 124**Vérification des envois et traitement des irrégularités**

1. Les virements télégraphiques qui, pour une cause quelconque non attribuable au bénéficiaire, ne peuvent être exécutés donnent lieu à l'envoi, au bureau de chèques postaux d'origine, d'un avis de service télégraphique indiquant le motif de la non-exécution. Si, après, vérification, le bureau d'origine constate que l'irrégularité est imputable à une faute de service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télégraphique. Dans le cas contraire, la rectification est faite par voie postale, après consultation du tireur; toutefois, si celui-ci le désire et offre de payer les frais, la rectification peut être faite par la voie aérienne ou par le moyen d'un avis de service télégraphique taxé.

2. Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai raisonnable sont rejetés d'après les prescriptions de l'article 115.

TITRE IV**VERSEMENTS POSTAUX****CHAPITRE I****AVIS DE VERSEMENT****Article 125****Dispositions générales**

1. Sous réserve des paragraphes ci-dessous, les dispositions relatives aux virements postaux sont aussi applicables aux versements postaux.

2. Les avis de versement sont établis sur des formules VP 1 ou, si les Administrations conviennent de les utiliser, sur les formules d'avis de versement du service intérieur, soit par le déposant, soit par le bureau de poste de dépôt, soit encore par le bureau d'échange du pays d'origine. Ils sont revêtus de l'empreinte du timbre à date de l'un de ces bureaux.

3. Les listes de versement auxquelles sont annexés les avis de versement sont établies par les bureaux d'échange sur formule VP 2.

4. Le total de chacune des listes de virements ou des listes de versements destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.

5. Sauf entente spéciale, l'article 116 s'applique aux listes et lettres d'envoi des versements.

6. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux versements émis sur formule VP 1 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation du mandat de versement.

CHAPITRE II

MANDATS DE VERSEMENT: TRAITEMENT DES VERSEMENTS REÇUS PAR MANDATS DE VERSEMENT MP 16 À DESTINATION D'UNE ADMINISTRATION DONT L'ORGANISATION DES CHÈQUES POSTAUX EST BASÉE SUR L'UTILISATION DE L'AVIS DE VERSEMENT VP 1

Article 126

Dispositions générales

Sous réserve de ce qui expressément prévu dans ce chapitre, les mandats de versement sont soumis aux dispositions du titre IV du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 127

Acheminement des mandats de versement

1. Les mandats de versement MP 16 sont acheminés directement par l'Administration d'émission sur le bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.

2. Les listes spéciales MP 2, sur lesquelles sont décrits les mandats-listes de versement, sont transmises:

- soit par l'intermédiaire des bureaux d'échange du service des chèques postaux lorsque les deux Administrations disposent d'une institution de chèques postaux;
- soit par l'intermédiaire du bureau d'échange des mandats-listes et du bureau d'échange du service des chèques postaux lorsque l'Administration d'émission ne dispose pas d'un tel service.

Le cas échéant, les listes MP 2 sont annexées aux listes de virement VP 2 et leur total est repris sur la lettre d'envoi VP 3.

Article 128

Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux

1. Les mandats de versement MP 16 en provenance d'un pays déterminé, après leur inscription au crédit du compte du bénéficiaire, sont enregistrés par le bureau de chèques de destination détenteur du compte courant de liaison de l'Administration d'émission sur une liste VP 2 dont l'intitulé est modifié en conséquence. Cette liste est établie en double exemplaire.

2. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des mandats. La liste VP 2 et les mandats MP 16 correspondants sont joints à l'extrait de

compte transmis à l'Administration d'émission des titres. Le mandat est revêtu au verso d'une annotation précisant la date d'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire et d'une empreinte du timbre à date du bureau de chèques de destination. Le coupon du mandat MP 16 peut être détaché par le centre de chèques de destination et utilisé comme avis de versement.

3. Lorsque les mandats de versement MP 16 sont originaires d'un pays qui n'a pas encore créé une institution de chèques postaux, le compte relatif aux mandats de versement est établi sur formule MP 8; il est adressé, accompagné de la liste VP 2 et des mandats, au service de l'Administration d'émission chargé de procéder à l'échange des comptes de mandats. Le règlement du compte MP 8 est effectué directement par l'Administration d'émission au profit du service des chèques postaux de destination des mandats.

TITRE V

PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR DÉBIT DES COMPTES COURANTS POSTAUX

CHAPITRE I

EMISSION DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

Article 129

Formule de chèques d'assignation

1. Les chèques d'assignation sont établis sur formule en papier résistant de fond blanc imprimé en bleu azur clair conforme aux modèles VP 13 ou VP 13bis ci-annexés.

2. Le papier utilisé pour la confection des formules doit répondre aux exigences techniques de la lecture optique.

3. La partie inférieure de la formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes aux modèles annexés au présent Arrangement.

4. A l'exclusion de la zone de lecture visée au paragraphe 3, la formule VP 13 ou VP 13bis est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression répétée en bleu azur des lettres «CCP» entrelacées, suffisamment atténuée pour ne pas gêner la lecture de l'indication de la somme à payer et de la désignation du tireur et du bénéficiaire.

Article 130

Etablissement des chèques d'assignation

1. L'article 105 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques

d'assignation sous réserve des paragraphes 2, 3 et 4 suivants. Toutefois, les timbres-poste ne sont pas admis.

2. Les indications de service prévues au recto de la formule sont portées exclusivement par le bureau d'échange d l'Administration de destination.

3. Au verso de la formule le bureau d'échange de l'Administration d'origine de l'ordre de paiement porte dans les emplacements prévus à cet effet l'empreinte de son timbre à date et les diverses indications de service qu'il juge indispensables.

4. Lorsque le tireur demande l'émission simultanée de plusieurs chèques d'assignation, l'Administration d'origine peut le dispenser d'apposer sa signature au recto des formules VP 13 et VP 13bis.

Article 131

Mentions interdites ou autorisées. Recommendations d'office

Les articles 106 et 107 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'appliquent aux chèques d'assignation.

CHAPITRE II

NOTIFICATION DES CHÈQUES D'ASSIGNATION

Article 132

Liste de chèques d'assignation

1. Les chèques d'assignation sont décrits sur une liste VP 2 établie en double exemplaire par le bureau d'échange du service des chèques postaux.
2. L'article 106 s'applique aux listes de chèques d'assignation.

Article 133

Etablissement des lettres d'envoi

1. Le total de chaque liste de chèques d'assignation destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.
2. L'article 107 s'applique aux lettres d'envoi VP 3 propres aux chèques d'assignation.

Article 134

Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

L'article 123 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'applique aux listes de chèques

d'assignation VP 2 chaque fois que l'expéditeur a demandé à bénéficier de services spéciaux.

Article 135

Notification des chèques d'assignation d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux

Les lettres d'envoi VP 3 et les listes VP 2, accompagnées des chèques d'assignation correspondants, sont adressées par le bureau d'échange du service des chèques postaux d'origine au bureau d'échange du service des chèques postaux de destination.

Article 136

Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service de chèques postaux

Les listes VP 2 et les lettres d'envoi VP 3 qui se substituent aux listes MP 2 visées à l'article 121, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont transmises accompagnées des chèques d'assignation correspondants au bureau d'échange du service des mandats visé à l'article 120 dudit Règlement.

Article 137

Retrait. Modification d'adresse

L'article 124 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques postaux d'assignation. Pour les retraits et modifications d'adresse, les Administrations peuvent convenir d'utiliser les formules VP 5 ou VP 6.

CHAPITRE III

OPÉRATIONS AUPRÈS DE L'ADMINISTRATION DE PAIEMENT

Article 138

Listes manquantes ou irrégulières

Sont applicable, suivant le cas :

- l'article 113 du présent Règlement ;
- l'article 126 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 139

Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service de chèques postaux de destination

1. Après vérification de la liste et de la lettre d'envoi, le service de chèques de destination porte au débit du compte courant postal de liaison ouvert dans son service au nom de l'Administration d'origine le montant total de la lettre d'envoi VP 3 et le montant des quotes-parts ou des taxes accessoires qui lui reviennent pour chaque chèque d'assignation joint à la liste. Ce montant est reporté sur la lettre d'envoi VP 3 au-dessous du total des chèques d'assignation.

2. Le service des chèques de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation en faisant application de la réglementation en vigueur dans son régime intérieur.

3. Le numéro d'émission qui est attribué à chaque chèque d'assignation est reporté sur les deux exemplaires de la liste VP 2.

4. Un extrait de compte est transmis à l'Administration d'origine accompagné d'un exemplaire de la list VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3. La liste et la lettre d'envoi sont revêtues d'une empreinte du timbre à date du service des chèques de destination.

Article 140

Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service de chèques postaux

1. Après vérification des listes et des lettres d'envoi reçues, l'Administration de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation reçus selon la procédure qui s'adapte le mieux aux exigences de son service intérieur.

2. A l'expiration de la période comptable, l'Administration de destination récapitule les lettres d'envoi reçues de chacun de ses correspondants sur un compte MP 15 sur lequel elle indique également le montant des quotesparts qui lui reviennent en application de l'article 38 de l'Arrangement. Ce compte, accompagné d'un exemplaire de chaque lettre d'envoi, est transmis pour approbation au service des chèques postaux de l'Administration d'origine des ordres de paiement.

3. Dès réception du compte MP 15, l'Administration d'origine procède au règlement de sa dette conformément aux articles 147 et 148 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 141

Chèques d'assignation irréguliers

1. Sous réserve des paragraphes suivants, l'article III du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation irréguliers.

2. La régularisation des chèques d'assignation irréguliers est opérée exclusivement par l'intermédiaire des bureaux d'échange de l'Administration de destination et de l'Administration d'origine.

3. L'absence de signature au recto de la formule VP 13 ou VP 13bis ne peut en aucun cas être considérée comme une irrégularité s'opposant au paiement.

4. En cas de non-réponse du tireur, la formule MP 14 est renvoyée à l'Administration de destination par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

Article 142

Etablissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'origine sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

Article 143

Chèques d'assignation impayés

1. Lorsque, pour une cause quelconque, un chèque d'assignation transmis dans les conditions prévues à l'article 135 n'a pu être payé au bénéficiaire, l'article 115 est applicable. Le coupon destiné au bénéficiaire est annexé à la formule VP 4.

2. Lorsque le chèque d'assignation impayé a été transmis dans les conditions prévues à l'article 136, le montant du chèque d'assignation est pris en diminution du total du plus prochain compte MP 15 à établir. Le coupon destiné au bénéficiaire est annexé à une formule MP 15 descriptive jointe au compte MP 15.

Article 144

Réclamations

1. L'article 111 ou, suivant le cas, l'article 114 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation.

2. La formule VP 7 ou, suivant le cas, la formule MP 4 convenablement adaptée est toujours expédiée par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

Article 145

Autorisations de paiement. Chèques d'assignation perdus ou détruits après paiement

1. Les articles 116 et 117 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont applicables aux chèques d'assignation.

2. En ce qui concerne les chèques d'assignation perdus ou détruits après paiement, l'article 118 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant

les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable mais la formule VP 13 est substituée à la formule MP 1.

Article 146

Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques

L'article 130 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation télégraphiques. Toutefois, les expressions «nom du bureau de poste d'émission» et «mandat ... (numéro postal d'émission)» sont respectivement remplacées par «nom du bureau d'échange d'émission» et «chèque d'assignation ... (numéro d'émission)».

Article 147

Avis d'émission

1. Tout chèque d'assignation télégraphique donne lieu à l'établissement, par le bureau d'échange de l'Administration d'émission, d'un avis d'émission confirmatif MP 3.

2. Il est interdit d'apposer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.

3. L'avis d'émission est adressé sous enveloppe, par le premier courrier et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau d'échange de destination.

Article 148

Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

1. Les chèques d'assignation télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une list VP 2 spéciale qui porte en tête la mention «Chèque d'assignation télégraphique». Cette liste est adressée par le plus prochain courrier au bureau d'échange de l'Administration de destination.

2. Le total de chaque liste de chèques d'assignation télégraphiques destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3 spéciale.

3. Les lettres d'envoi VP 3 des listes de chèques d'assignation télégraphiques reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de chèques d'assignation ordinaires.

4. Le bureau d'échange d'origine peut attribuer aux chèques d'assignation télégraphiques, décrits sur la liste spéciale de l'espèce, un numéro international d'une série propre aux chèques d'assignation télégraphiques.

5. Les articles 139 ou 140 sont applicables suivant le cas aux listes spéciales des chèques d'assignation télégraphiques.

6. Lorsque des Administrations conviennent d'utiliser le télex pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution.

TITRE VI

DÉLIVRANCE DE DEVICES AUX VOYAGEURS

CHAPITRE I

PAIEMENT DES CARTES DE PAIEMENT GARANTI

Article 149

Formules

1. Les cartes de paiement sont établies sur une formule en papier résistant de couleur bleu azur clair conforme aux modèles VP 14 ou VP 14bis ci-annexés.

2. Suivant qu'elle utilise la carte perforée ou la lecture optique ou bien magnétique, l'Administration d'émission adopte le modèle de formule; ses dimensions, limitées par les maximums et minimums convenus, et la qualité de papier qui répondent aux exigences de son équipement technique.

3. Le recto de la formule est revêtu d'un fond de sécurité composé de trois bandes verticales et de motifs en guilloché se présentant comme suit:

- (a) sur toute sa largeur la formule est revêtue de l'impression répétée en bleu azur des trois lettres «CCP» entrelacées, suffisamment atténuée pour ne pas gêner la lecture des indications que reçoit la formule avant et au moment du paiement;
- (b) à 57 mm du bord gauche de la formule est prévue une bande verticale de 52 mm de large teintée dans sa moitié supérieure en bleu turquoise et dans sa moitié inférieure en mauve. Ces deux teintes, dont l'intensité va en s'atténuant respectivement de haut en bas et de bas en haut, se fondent l'une dans l'autre sur la ligne médiane;
- (c) au centre de la bande bleue et mauve est imprimé en guilloché un motif de 34 mm de long et de 13 mm de hauteur, représentant un 8 couché constitué par 13 filets d'épaisseur variable. Il est suivi d'un second motif de 19 mm de long et de 13 mm de hauteur constitué par 15 lignes horizontales parallèles, sur lesquelles sont disposées 9 lignes d'épaisseur variable en forme de S inclinées à 45 degrés. Sous ce second motif est prévu un cadre de 19 mm de long et de 10 mm de hauteur qui contient le monogramme spécial du service des chèques postaux émetteur.

4. A l'exception de la désignation du titulaire du compte, les diverses mentions figurant sur la carte de paiement sont imprimées en bleu.

5. Les Administrations peuvent convenir d'utiliser éventuellement une formule adaptée aux exigences de leur service intérieur.

Article 150

Présentation des cartes de paiement

1. Lors de la présentation de la carte au guichet de paiement, le porteur

mentionne, dans l'emplacement réservé à cet effet, en chiffres arabes, la somme à payer, exprimée en monnaie du pays de paiement.

2. Le montant est précédé des initiales réglementaires représentant l'abréviation du nom de la monnaie de paiement.

3. L'indication de la somme est portée à l'encre et ne doit comporter ni ratures, ni grattages, ni surcharges, même approuvés.

Article 151

Conditions de paiement

1. La carte est revêtue de la signature du bénéficiaire apposée en présence de l'agent payeur.

2. Le titulaire est tenu de justifier de son identité par la production :

— soit de son passeport; /

— soit de la carte d'identité pour le passage des frontières;

— soit de la carte d'identité postale.

Toutes les autres pièces d'identité doivent avoir recueilli l'approbation des Administrations concernées.

3. La pièce produite est décrite sommairement dans l'angle inférieur gauche du recto de la carte.

4. L'agent payeur appose sur la carte une empreinte du timbre à date du bureau payeur appuyée de sa signature.

CHAPITRE II

RÈGLEMENTS FINANCIERS ENTRE ADMINISTRATIONS

Article 152

Renvoi des cartes payées au service des chèques postaux d'origine

1. Les cartes payées sont centralisées par le bureau d'échange de l'Administration de paiement.

2. Elles sont décrites sur une list VP 2 ou sur un compte MP 5 faisant apparaître le montant total des paiements exécutés, exprimé en monnaie du pays de paiement. Au montant total de la liste VP 2 ou du compte MP 5 est ajouté le montant des quotes-parts dues par l'Administration d'émission à l'Administration de paiement.

3. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'émission. La liste VP 2 et les cartes payées sont jointes à l'extrait de compte correspondant qui est envoyé à l'Administration d'émission.

4. L'article 147 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'applique éventuellement au paiement du compte MP 5.

Article 153**Remplacement des cartes de paiement garanti perdues après paiement**

1. Les cartes de paiement perdues ou détruites après paiement sont remplacées par l'Administration de paiement par un duplicata établi sur une formule vierge. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Duplicata établi en remplacement d'une carte perdue après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date du bureau d'échange de l'Administration de paiement.

2. L'Administration émettrice des cartes fournit à l'Administration de paiement les formules de cartes nécessaires pour l'établissement des duplicata susvisés.

TITRE VII**VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX
DE CHÈQUES POSTAUX****Article 154****Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement
concernant les recouvrements**

Sous réserve des particularités visées ci-après, les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont, dans la mesure où elles leur sont applicables, soumises aux dispositions du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements, notamment pour ce qui touche les conditions à remplir par les valeurs, le traitement des envois comportant des annotations ou communications interdites, la présentation, les délais de paiement et l'indication de la cause du non-recouvrement.

Article 155**Conditions particulières à remplir par les valeurs**

Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux doivent porter le numéro du compte courant postal à débiter et le nom du bureau de chèques postaux qui tient ce compte.

Article 156**Etablissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs**

1. Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont décrites sur des bordereaux conformes au modèle VP 12 ci-annexé établis en triple exemplaire.

2. Le bureau de chèques d'origine conserve l'original et adresse directement au bureau de chèques domiciliataire les deux autres exemplaires des bordereaux VP 12 auxquels il annexe les valeurs à encaisser.

3. Après encaissement, le bureau domiciliataire renvoie l'un des exemplaires du bordereau, dans les conditions prévues à l'article 108, à l'Administration d'origine des valeurs; il y joint, le cas échéant, les valeurs impayées.

Article 157

Envoi des fonds

Au bureau de chèques postaux domiciliataire, le montant des valeurs encaissées, déduction faite de la taxe de virement, donne lieu à l'émission d'un ordre de virement au profit du compte courant postal désigné par le bureau de chèques d'origine.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 158

Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Les plis contenant des extraits de comptes et adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de compte portent la désignation du bureau de chèques expéditeur et la mention «Service des postes».

Article 159

Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Toute demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger est libellée par le requérant à l'adressé de l'Administration appelée à tenir le compte. Elle est transmise à ladite Administration soit directement par le demandeur, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve sa résidence. Lorsque le demandeur dispose déjà d'un compte courant postal national, il peut passer par l'intermédiaire du bureau de chèques qui gère le compte.

2. Ce bureau, en se conformant aux règles établies pour l'ouverture d'un compte dans son propre pays, procède à la vérification tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui sont communiquées par l'Administration étrangère directement saisie.

3. En cas de besoin, le bureau précité rectifie, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et joint à celle-ci une attestation conforme au modèle VP 9 ci-annexé dûment remplie. Dans certains cas particuliers, non prévus par la contexture de cette formule, il la complète ou la rectifie,

s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative; il transmet tout au bureau d'échange du pays de destination, par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre pays. Les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre en relief du bureau d'échange du pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

TITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

Article 160

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Signatures

(Les mêmes pays qu'aux pages 21 à 41)

LISTE DES FORMULES

No 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VP 1	Avis de virement ou de versement	art. 105, par. 1
VP 2	Liste de virements, de versements ou de chèques d'assignation	art. 106, par. 1
VP 3	Lettre d'envoi	art. 107, par. 1
VP 4	Liste de régularisation	art. 113, par. 1
VP 5	Demande d'annulation d'un ordre de vire- ment, de versement ou d'assignation par voie postale	art. 110, par. 1
VP 6	Demande télégraphique d'annulation d'un ordre de virement, de versement ou d'assigna- tion	art. 110, par. 2
VP 7	Réclamation concernant un ordre de virement, de versement ou d'assignation	art. 111
VP 9	Attestation (ouverture d'un compte courant postal à l'étranger)	art. 159, par. 3
VP 10	Avis d'inscription	art. 109, par. 2
VP 12	Bordereau des valeurs bancaires à encaisser . .	art. 156, par. 1
VP 13	Ordre de virement ou de chèque d'assignation .	art. 129, par. 1
VP 13bis	Ordre de virement ou de chèque d'assignation (grand modèle)	art. 129, par. 1
VP 14	Carte de paiement en forme de carte perforée	art. 149, par. 1
VP 14bis	Carte de paiement permettant l'application de lecture optique ou magnétique	art. 149, par. 1

ANNEXES

VP 1 à VP 7, VP 9, VP 10, VP 12 à VP 14bis

VP 1

AVIS

de virement de versement

Administration des postes d'origine

Bureau de chèques postaux ou de dépôt

.....

Nom et adresse du tireur ou du déposant

.....

N° du compte ou de dépôt

Date

.....

Nom et adresse du bénéficiaire

.....

N° du compte du bénéficiaire

.....

Bureau de chèques postaux

Montant en chiffres arabes

.....

(Circular stamp area)

Indications destinées au bénéficiaire. Le verso de cet avis peut être utilisé pour une communication

Chèques, Lettrens 1974, art. 105, par. 1 — Dimensions 148X105 mm

Administration des postes d'origine

VP 2

LISTE

 de virements de versements

Bureau de chèques postaux

 d'assignations

Bureau de chèques postaux de destination	Date de la liste	1 VP sur la lettre VP 3
	Nombre d'avis VP 1, VP 13 ou VP 13 bis annexes	
<input type="checkbox"/> Confirmation d'une transmission télégraphique		

Bénéficiaire			Tireur ou déposant Compte débite ou dépôt		Montant
Compte (numéro de la formule de chèque en cas d'assignations)		Nom et lieu de domicile			
Numéro	Bureau			Numéro	Bureau
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
Total					

Tendre (en rital, si possible) de bureaux de chèques d'échange et date

VP 3

Administration des postes d'origine

LETTRE D'ENVOI

Bureau de chèques postaux

Listes de virements

Listes de versements

Listes d'assignations

Bureau de chèques postaux de destination	Date de la lettre d'envoi <hr/> N° de la lettre <hr/> Nombre de listes VP 3 annexes <hr/>
--	--

Prière d'effectuer les ordres figurant sur les listes VP 2 ci-jointes, dont les montants sont les suivants

Numéro courant	Montant	Numéro courant	Montant	Numéro courant	Montant
1	2	3	4	5	6
1		Report		Report	
2		13		24	
3		14		25	
4		15		26	
5		16		27	
6		17		28	
7		18		29	
8		19		30	
9		20		31	
10		21		32	
11		22		33	
12		23		34	
A reporter		A reporter		Total	

Arrêté à la somme de En chiffres lettres

Timbre non retenu, si possible du bureau de chèques d'échange et d'assignations

Signature

Administration des postes d'origine

DEMANDE D'ANNULATION

VP 5

Bureau de chèques porteur ou de dépôt

Virement Versement

Assignation

Bureau de chèques de destination	Date de la demande
	Indications. A transmettre sous pli recommandé.
	<input type="checkbox"/> Confirmation d'une demande télégraphique

Confirmation de la demande télégraphique	Bureau de chèques ou de dépôt d'origine
	Date de la demande télégraphique
	Bureau de chèques de destination

Prérez d'annuler l'ordre désigné ci-après et de nous renvoyer l'avis correspondant

Tireur ou déposant	Bureau de chèques ou de dépôt d'origine
	N° du compte ou du dépôt
	Nom et lieu de domicile
Montant	En chiffres, en monnaie du pays de destination
Bénéficiaire	Bureau de chèques
	N° du compte
	Nom et lieu de domicile

Embre du bureau de chèques ou de dépôt d'origine et date
Signature

Avis expédié	Date	Lettre d'envoi n°
	N° de la liste	N° courants

Embre du bureau de chèques d'échange de l'Administration d'origine et date
Signature

VP 6

DEMANDE TÉLÉGRAPHIQUE
D'ANNULLATION

Administration des postes d'origine

Virement Versement

Assignation Bureau qui gère le compte du bénéficiaire

Date de la demande

Postbur

Annuler virement versement

Bureau de chèques ou de dépôt d'origine

Numéro du compte

Nom et lieu de domicile du tireur ou du déposant

Montant en chiffres arabes

Bureau de chèques de destination

Numéro du compte

Nom et lieu de domicile du bénéficiaire

Postbur Postbur

Timbre du bureau de chèques ou de dépôt d'origine et date

Indications. Confirmer immédiatement cette demande par écrit, au moyen d'une formule VP 5.

RÉCLAMATION

VP7

7

Administration des postes d'origine

Virement

Versement

Assignation

Bureau de chèques postaux ou de dépôt d'origine		Date de la réclamation
		Date du débet ou du dépôt
Tireur ou déposant	Nom et lieu de domicile	
	N° du compte ou du dépôt	
Montant	En chiffres, en monnaie du pays de destination	
Bénéficiaire	Nom et lieu de domicile	
	Bureau de chèques	N° du compte
Expédition par le bureau de chèques ou de dépôt d'origine	Bureau de chèques ou de dépôt	Timbre
	Bureau d'échange d'origine	
	Liste n°	Date
	Signature	
Expédition par le bureau de chèques d'échange de l'Administration d'origine	Bureau d'échange d'origine	Timbre
	Bureau d'échange de destination	
	Liste n°	N° courant
	Date	
Expédition par le bureau de chèques d'échange de l'Administration de destination	Bureau d'échange de destination	Timbre
	Bureau de chèques de destination	
	Liste n°	Date
	Signature	
Réponse du bureau de chèques de destination		
Timbre du bureau de chèques de destination et date		
Signature		

VP 9 (verso)

Désignation des personnes représentant le requérant

Nom et désignation détaillée des personnes qui sont fondées à représenter légalement le requérant d'après le registre du commerce, le registre des coopératives, le registre des sociétés non commerciales, le contrat de société, les statuts, etc.

Noms et qualités	Peuvent signer seuls	
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Dans la procuration des personnes énumérées ci-dessus, figurent les restrictions suivantes

Résultat de l'examen

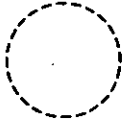
La demande d'ouverture d'un compte courant postal ci-jointe a été vérifiée par nous conformément aux règlements régissant dans notre Pays l'ouverture d'un tel compte.

Il ressort du résultat de cet examen que nous n'hésitons pas, le cas échéant, à faire ouvrir dans notre service un compte courant en faveur du requérant, sous la désignation indiquée ci-dessus.

Un compte est déjà tenu chez nous sous cette désignation. Le requérant a le droit de signer, sa signature est conforme à celle que nous possédons ici.

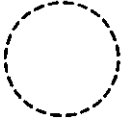
Timbre (en relief, si possible) du bureau de chèques et date
Signatures des agents

(recto)

<input type="checkbox"/> Administration des postes d'origine	AVIS D'INSCRIPTION	VP 10
<input type="checkbox"/> Bureau de chèques ou de dépôt	<input type="checkbox"/> Virement postal <input type="checkbox"/> Virement télégraphique	Timbre du bureau de chèques qui établit l'avis 
Service des postes	<input type="checkbox"/> Versement postal <input type="checkbox"/> Versement télégraphique	
Cet avis doit être renvoyé par la voie la plus rapide, y compris la voie aérienne, sans surtaxe. Une étiquette ou une empreinte de couleur bleue « PAR AVION » est apposée sur les avis qui empruntent la voie aérienne pour leur retour.	Nom ou raison sociale du tireur ou du déposant	
	Rue et n°	
	Lieu de destination	
	Pays de destination	

Chèques, Lousanne 1974, art. 109, par. 2 — Dimensions: 148 X 105 mm

(verso)

Montant en chiffres, en monnaie du pays de destination	
Tireur ou déposant. Nom et lieu de domicile	
	N° du compte
Bénéficiaire. Nom et lieu de domicile	
	N° du compte
Bureau détenteur du compte courant à créditer	
Traitement de l'ordre désigné	Date
<input type="checkbox"/> Exécuté	Mois
<input type="checkbox"/> Non exécuté	
Timbre, date et signature	
	

37 mm

111 mm

(recto)

Administration des postes d'origine COUPON destiné au bénéficiaire		Administration des postes d'origine Bureau de chèques postaux		ORDRE		VP 13	
Nom et n° CCP du tireur		Nom et n° CCP du tireur		<input type="checkbox"/> Virement <input type="checkbox"/> Assignation		N° du cheque	
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Montant en toutes lettres et en caractères latins			
Nom et adresse du bénéficiaire		Nom et adresse du bénéficiaire					
CCP du bénéficiaire		Lieu et pays de destination				CCP du bénéficiaire	
Timbre		Timbre		Date et signature			
				Numero d'enregistrement		Somme débitee en chiffres	
Communications (voir au verso)		Attention ne rien inscrire					

105

25,4 mm
(= 1 pouce)

Chèques, Lausanne 1974, art. 129, par. 1 — Dimensions: 148 × 105 mm

(verso)

Reserve au bureau d'origine		Contre-reserve aux endossements, s'il y a lieu		Communications	
Contre-valeur					
Taxes					
Total					
Timbre		Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date Signature du bénéficiaire			
Reserve au bureau d'échange d'origine		N° d'arrivée		Timbre	
		Document d'identité			
Attention ne rien inscrire		Attention ne rien inscrire			

<p style="text-align: center;">74,9 mm</p> <p style="text-align: center;">Administration des postes d'origine COUPON destiné au bénéficiaire Nom et n° CCP du tireur</p> <p style="text-align: center;">Mentions en chiffres arabes</p> <p style="text-align: center;">Nom et adresse du bénéficiaire</p> <p style="text-align: center;">CCP du bénéficiaire</p> <p style="text-align: center;">Timbre</p> <p style="text-align: center;">COMMUNICATIONS (voir au verso)</p>	<p style="text-align: center;">111 mm</p> <p style="text-align: center;">Administration des postes d'origine Bureau de chèques postaux</p> <p style="text-align: center;">Nom et n° CCP du tireur</p> <p style="text-align: center;">Mentions en chiffres arabes</p> <p style="text-align: center;">Mentions en toutes lettres et en caractères kaïns</p> <p style="text-align: center;">Nom et adresse du bénéficiaire</p> <p style="text-align: center;">Rue et n°</p> <p style="text-align: center;">Lieu et pays de destination</p> <p style="text-align: center;">Timbre</p> <p style="text-align: center;">Date et signature</p> <p style="text-align: center;">N° de l'engagement</p> <p style="text-align: center;">Somme débite en chiffres</p> <p style="text-align: center;">ATTENTION NE RIEN INSCRIRE</p>	<p style="text-align: center;">(recto)</p> <p style="text-align: center;">VP 13bis</p> <p style="text-align: center;">ORDRE</p> <p style="text-align: center;">Virement <input type="checkbox"/> Assignation <input type="checkbox"/></p> <p style="text-align: center;">N° du chèque</p> <p style="text-align: center;">CCP du bénéficiaire</p> <p style="text-align: center;">25,4 mm (= 1 pouce)</p>
---	--	---

105 mm

Chèques, Louvaine 1974, art. 129, par. 1 — Dimensions: 185,9 x 105 mm

VP 13bis (verso)

Reserve au bureau d'origine		Code reserve pour endossements, s'il y a lieu		Communications
Contre-valeur				
Taxes				
Total				
Timbre		Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part Lieu et date		
Reserve au bureau d'échange d'origine		Signature du bénéficiaire		
		N° d'arriver	Timbre	
		Document d'identité		
ATTENTION NE RIEN INSCRIRE		ATTENTION NE RIEN INSCRIRE		

GIRO AGREEMENT

CONTENTS

PART I PRELIMINARY PROVISIONS

Art.

1. Purpose of the Agreement
2. *Financial relations between participating administrations*
3. *Maintenance of liaison giro accounts—Interest on overdue payments*
4. Offices of exchange
5. *Application of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement and its Detailed Regulations*

PART II GIRO TRANSFERS

CHAPTER I CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS

6. Methods of exchange
7. Currency. Conversion
8. Maximum amount
9. Charges
10. Exemption from charges
11. Advice of transfer
12. Provisions applicable to telegraph transfers
13. Entry to the payee's account. Advice of entry
14. *Notification of transfers*

CHAPTER II CANCELLATION. INQUIRIES

15. Cancellation of transfers
16. Inquiries
17. Transfers not credited to the payee's account

CHAPTER III LIABILITY

18. Principle and extent of liability
19. Exceptions to the principle of liability
20. Determination of liability
21. Refund of amounts owing. Recourse
22. Time allowed for payment
23. Reimbursing the administration which paid the indemnity

PART III INPAYMENTS INTO GIRO ACCOUNTS

24. General provisions
25. *Methods of exchange of inpayments*

PART IV PAYMENTS MADE BY OUTPAYMENT CHEQUES OR POSTAL MONEY ORDERS

CHAPTER I GENERAL PROVISIONS

26. *Methods of making payments*

VP 14	
GIRO Service des chèques postaux (N° du chèque) - (Nom et n° CCP du tireur)	CARTE DE PAIEMENT GARANTI
Montant en chiffres 	
Date 	Signature
Tsvp	

123,24 mm

82,55 mm

Chèques, Lausanne 1974, art. 149, par. 1 - Dimensions: 123,24x82,55 mm

Note. - En ce qui concerne le verso, texte imprimé selon les dispositions de l'article 40 de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux.

VP 14bis	
GIRO Service des chèques postaux (N° du chèque) - (Nom et n° CCP du tireur)	CARTE DE PAIEMENT GARANTI
Montant en chiffres 	
Date 	Signature
Tsvp	
ATTENTION - NE RIEN INSCRIRE	

25,4 mm
(= 1 pouce)

Chèques, Lausanne 1974, art. 149, par. 1 - Dimensions minimales: 123,24x82,55 mm; maximales: 148x105 mm

Note. - En ce qui concerne le verso, texte imprimé selon les dispositions de l'article 40 de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux.

CHAPTER II
ISSUE OF OUTPAYMENT CHEQUES

- Art.
27. *Currency. Conversion*
28. *Maximum amount issued*
29. *Charge to be collected from the payer*
30. *Use of telecommunications for the transmission of outpayment cheques*

CHAPTER III
SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
OFFERED TO THE PUBLIC

31. *Advice of payment. Express delivery. Payment to addressee only. Forwarding by air. Messages to the payee. Withdrawal from the Post. Alteration of address. Endorsement*
32. *Redirection*

CHAPTER IV
PAYMENT OF OUTPAYMENT CHEQUES

33. *Miscellaneous provisions*

CHAPTER V
UNPAID OUTPAYMENT CHEQUES.
PAYMENT AUTHORIZATION

34. *Unpaid outpayment cheques*
35. *Payment authorization*
36. *Stale outpayment cheques*

CHAPTER VI
LIABILITY

37. *Principle and extent of liability*

CHAPTER VII
PAYMENT OF THE PAYING ADMINISTRATION

38. *Allocation of rates*

PART V
ISSUE OF FOREIGN CURRENCY TO TRAVELLERS

CHAPTER I
GUARANTEED PAYMENT CARDS

39. *Issue of guaranteed payment cards*
40. *Currency. Conversion rate.*
41. *Maximum amount*
42. *Duration of validity*
43. *General rules for payment*
44. *Payment of paying administration*
45. *Liability*

CHAPTER II
GIRO TRAVELLERS' CHEQUES

46. *Giro travellers' cheques*

PART VI
NEGOTIATION BY GIRO TRANSFER OF INSTRUMENTS
PAYABLE AT GIRO CENTRES

47. *Instruments payable at giro centres*
48. *Charges*
49. *Liability*

PART VII
MISCELLANEOUS PROVISIONS

50. *Application to open a giro account abroad*
51. *Free postage*
52. *Directory of account holders*

PART VIII
FINAL PROVISIONS

53. *Application of the Convention*
54. *Exception to the application of the Constitution*
55. *Conditions for the approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations*
56. *Entry into force and duration of the Agreement*

GIRO AGREEMENT

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of member countries of the Union, having regard to Article 22, § 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna, 10 July 1964⁽¹⁾, have by common consent and subject to Article 25, § 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

PART I PRELIMINARY PROVISIONS

Article 1

Purpose of the Agreement

This Agreement shall govern all the services which the giro service is able to provide for users of giro accounts and which contracting countries agree to set up in their reciprocal relations.

Article 2

Financial relations between participating administrations

1. Where administrations have a giro system, each shall cause to be opened in its name with the corresponding administration a liaison giro account by means of which shall be settled mutual debts and claims resulting from exchanges made through the giro service and, possibly, from any other operations that the administrations may agree to settle by this means.

2. Where the paying administration does not have a giro system, the issuing administration of the outpayment cheques shall deal with it in accordance with Articles 29 and 30 of the Money Orders Agreement.

Article 3

Maintenance of liaison giro accounts. Interest on overdue payments

1. Each administration shall maintain with the administration of the corresponding country, in the currency of that country, a credit from which the amounts owing shall be deducted. Where applicable, the sums transferred to establish or maintain this credit shall be entered to the liaison giro account opened by the administration of destination in the name of the administration of origin.

2. This credit may not, in any circumstances, be otherwise appropriated without the agreement of the administration which established it.

3. If this credit is not sufficient to cover the orders given, the transfers, inpayments and payments shall nevertheless be executed, subject to §§ 5 and 6 below.

⁽¹⁾ Treaty Series No. 70 (1966), Cmnd. 3141.

4. The creditor administration shall have the right to demand payment of amounts owing at any time; it may fix the date upon which payment is to be made, taking into account the transfer time due to distance.

5. Where the uncovered balance is over 100 000 francs, the amounts to be settled shall become chargeable with interest upon expiry of a period of 15 days reckoned from telegraphic notification of the absence of cover. This rate of interest may not exceed 6% per annum.

6. If, after application of § 5, the debtor administration does not make the payment within the following 15 days, the creditor administration may suspend the service 8 days after sending notice by telegraph.

7. No unilateral measure, such as a moratorium, prohibition of transfer, etc, may impinge upon this article.

Article 4 **Offices of exchange**

Lists of transfers, inpayments or outpayment cheques and any settlements of any kind shall be exchanged exclusively through the giro centres called "offices of exchange" designated by the administration of each of the contracting countries.

Article 5 *Application of the Money Orders and Postal Travellers'* *Cheques Agreement and its Detailed Regulations*

Subject to the provisions set out in this Agreement, the exchanges of inpayments and payments shall be subject to the provisions of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement and its Detailed Regulations.

PART II

GIRO TRANSFERS

CHAPTER I

CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS

Article 6 **Methods of exchange**

Giro transfers may be exchanged either by post or, if telegraph transfers are accepted in relations between the countries concerned, by any form of telecommunications.

Article 7

Currency. Conversion

1. In the absence of special agreement, the amount of the transfer shall be expressed in the currency of the country of destination.
2. Nevertheless, each administration may allow the aforesaid amount to be shown in the currency of the country of origin by the holder of the account to be debited.
3. The administration of origin shall fix the conversion rate of its currency into that of the country of destination.

Article 8

Maximum amount

Each administration may limit the value of the transfers which any account holder may order either in a single day or during a specified period.

Article 9

Charges

1. The issuing administration shall decide what charge it shall collect from the payer of a giro transfer *and shall retain that sum in its entirety.*
2. The charge for the entry of a transfer to the credit of a giro account shall not be higher than the charge collected for the same operation in the internal service.

Article 10

Exemption from charges

Transfers relating to the postal service exchanged under the terms of Article 15 of the Convention shall be exempt from all charges.

Article 11

Advice of transfer

1. For every transfer sent by post an advice of transfer shall be prepared either by the payer or by the giro centre which holds his account.
2. The back of this advice may be used for a private message to the payee.
3. Advices of transfer shall be sent free of charge to the payee after the amounts transferred have been credited to their accounts.

Article 12

Provisions applicable to telegraph transfers

1. Telegraph transfers shall be subject to the provisions of the Telegraph Regulations attached to the International Telecommunication Convention.

2. In addition to the charge provided for in Article 9, the payer of a telegraph transfer shall pay the *charge stipulated for transmission by telecommunications* including any charge for a private message to the payee and, in addition, a fixed charge not exceeding 1 franc.

3. For each telegraph transfer the giro centre of destination shall prepare an advice of arrival and forward it free of charge to the payee.

Article 13

Entry to the payee's account. Advice of entry

1. After advising the administrations concerned, the administration of destination may, upon the entry of the credit to the payee's account and if its legislation so requires, either ignore fractions of monetary units or round the amount off to the nearest monetary unit or tenth part thereof.

2. In relations between countries whose administrations have so agreed the payer may ask for an advice of entry to the credit of the payee's account. Article 42 of the Convention shall apply to advices of entry.

3. The charges to be collected in accordance with § 2 shall be deducted in advance from the payer's account.

Article 14

Notification of transfers

1. Transfers shall be notified by the administration of origin to the administration of destination by means of lists.

2. In the absence of special agreement, amounts to be transferred shall be expressed, in the list, in the currency of the country of destination.

CHAPTER II

CANCELLATION. INQUIRIES

Article 15

Cancellation of transfers

The payer may, within the terms of Article 30 of the Convention, have a transfer cancelled so long as it has not been credited to the payee's account. Any request for cancellation shall be in writing and addressed to the administration to which the payer gave the transfer order.

Article 16

Inquiries

1. Any inquiry about the execution of a transfer shall be addressed by the payer to the administration to which he gave the transfer order, except where he

has authorized the payee to deal with the administration holding the latter's account.

2. Article 39 of the Convention shall apply to inquiries.

Article 17

Transfers not credited to the payee's account

The value of any transfer which, for any reason, it has not been possible to credit to the payee's account shall be re-credited to the payer's account.

CHAPTER III

LIABILITY

Article 18

Principle and extent of liability

1. Administrations shall be liable for amounts debited against the payer's account until such time as the transfer has been duly effected.

2. Administrations shall be liable for erroneous information supplied by their service in transfer lists or telegraph transfers. Liability shall extend to errors of conversion and transmission errors.

3. Administrations shall assume no liability for delays which may occur in the transmission and execution of transfers.

Article 19

Exceptions to the principle of liability

Administrations shall be relieved of all liability:

- (a) when, owing to the destruction of official records by *force majeure*, they cannot account for the execution of a transfer, unless proof of their liability is otherwise produced;
- (b) when the payer has made no claim within the period prescribed in Article 39, § 1, of the Convention.

Article 20

Determination of liability

Except where the terms of Article 24, §§ 2 to 5, of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement apply, liability shall rest with the administration of the country where the error occurs.

Article 21**Refund of amounts owing. Recourse**

1. The obligation to indemnify the claimant shall rest with the administration to whom the inquiry is addressed.
2. Whatever the reason for the refund, the amount refunded to the payer of a transfer may not exceed that debited against his account.
3. The administration which indemnified the claimant shall have the right of recourse against the administration which is liable.
4. The administration which finally bore the cost shall have the right of recourse, up to the amount paid, against the person benefiting from the error.

Article 22**Time allowed for payment**

1. Payment of amounts owing to the claimant shall be made as soon as the liability of the service has been established, within a maximum period of six months from the day following the day of inquiry.
2. If the administration presumed to be liable, although duly informed, has allowed five months to pass without finally settling a claim, the administration to whom the inquiry was made shall be authorized to indemnify the claimant on behalf of the other administration.

Article 23**Reimbursing the administration which paid the indemnity**

1. The administration which was liable shall be bound to reimburse the administration which indemnified the claimant within four months of dispatch of the advice of payment.
2. At the end of that period, the amount due to the administration which reimbursed the claimant shall be chargeable with interest on overdue payments at the rate of 6% per annum.

PART III***INPAYMENTS INTO GIRO ACCOUNTS*****Article 24****General provisions**

1. Any person residing in one of the countries which provide the giro inpayment service may order inpayments to be made to the credit of a giro account held in another of those countries.
2. Except for the special provisions below, all that is expressly provided for giro transfers shall apply equally to inpayments.

3. The issuing administration shall decide what charge it shall collect from the sender of a giro inpayment *and it shall retain that sum in its entirety. The charge for a giro inpayment shall not be higher than the charge collected for a money order.*

4. A receipt shall be given free of charge to the inpayer at the time the money is paid in.

5. In the absence of special agreement, inpayments shall be notified by the administration of origin to the administration of destination by means of lists.

Article 25

Methods of exchange of inpayments

1. Inpayments into giro accounts may be exchanged under the conditions set out at Article 6. They shall be exchanged by means of advice of inpayment, card inpayment money order or list inpayment money order.

2. Administrations shall agree to adopt for the exchange of inpayments by post the type of form and the regulations which are best adapted to the organization of their service. They may, in particular, agree to use in their reciprocal relations the advice of inpayment of their internal service.

3. Exchange by telecommunications shall function according to any provisions laid down for telegraph money orders.

4. An administration which has not yet set up a giro service may participate in the issue of inpayment money orders.

PART IV

PAYMENTS MADE BY OUTPAYMENT CHEQUES OR POSTAL MONEY ORDERS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 26

Methods of making payments

1. International payments made by debiting giro accounts may be made by means of outpayment cheques, card money orders or list money orders.

2. Administrations shall agree to adopt for the payments service the regulations which best suit the organization of their service.

3. Card money orders and list money orders issued to represent the sums debited from giro accounts shall be subject to the provisions of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement and its Detailed Regulations.

CHAPTER II**ISSUE OF OUTPAYMENT CHEQUES****Article 27*****Currency. Conversion***

Article 7 shall apply to outpayment cheques.

Article 28***Maximum amount issued***

The administration of origin may limit the value of the payments which any payer may order either in a single day or during a specified period.

Article 29***Charge to be collected from the payer***

The administration of origin shall decide what charge it shall collect from the payer of an outpayment cheque.

Article 30***Use of telecommunications for the transmission of outpayment cheques***

1. Outpayment cheques may be sent by telecommunications, either between the office of exchange of the administration of origin and the office of exchange of the paying administration, or between the office of exchange of the administration of origin and the post office designated for payment, when the administrations agree to use this method of transmission.

2. Articles 4 and 8 of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to telegraph outpayment cheques.

CHAPTER III**SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN
FACILITIES OFFERED TO THE PUBLIC****Article 31*****Advice of payment. Express delivery. Payment to addressee only.
Forwarding by air. Messages to the payee. Withdrawal from the
post. Alteration of address. Endorsement***

Articles 9, 10 and 12 of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques.

Article 32***Redirection***

1. The outpayment cheque may not be redirected outside the limits of the country of destination.

2. When the payee has established his residence outside the first country of destination, the outpayment cheque shall be treated as an unpaid cheque. If the internal regulations of the country of origin so permit, the payer shall be advised of the payee's new address.

CHAPTER IV***PAYMENT OF OUTPAYMENT CHEQUES.*****Article 33*****Miscellaneous provisions***

1. The paying administration shall not be obliged to make payment at the addressee's address of outpayment cheques, the amount of which exceeds that of postal money orders normally paid at the addressee's address.

2. As regards the duration of validity, authorization to extend the period of validity, the general regulations for payment, express delivery, charges which may be collected from the payee, special provisions regarding payment of telegraph money orders, Articles 13 to 18 of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques provided that the rules of the internal service do not prevent this.

CHAPTER V***UNPAID OUTPAYMENT CHEQUES. PAYMENT AUTHORIZATION*****Article 34*****Unpaid outpayment cheques***

1. The amount of any outpayment cheque which it was not possible to pay for one of the reasons given in Article 19 of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall be made available again to the giro service of the administration of origin through the intermediary of the giro office of exchange of the paying administration to be recredited to the payer's account.

2. Article 31, § 6, of the Convention shall be applicable as regards cancellation of the *poste restante* charge and the additional express charge.

Article 35***Payment authorization***

1. Any outpayment cheque mislaid, lost or destroyed before payment may be replaced at the request of the payer or the payee by a payment authorization obtained from the paying administration.

2. Apart from § 1, Article 20 of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to payment authorizations made out in replacement of an outpayment cheque.

Article 36***Stale outpayment cheques***

Article 21 of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to stale outpayment cheques.

CHAPTER VI**LIABILITY****Article 37*****Principle and extent of liability***

1. Administrations shall be liable for amounts debited against the payer's account until such time as the outpayment cheque has been duly paid.

2. Administrations shall be liable for erroneous information supplied by their service in lists of outpayment cheques or in documents handed to the telegraph service for the transmission of telegraph outpayment cheques. Liability shall extend to errors of conversion and transmission errors.

3. Administrations shall assume no liability for delays which may occur in the transmission or payment of outpayment cheques.

4. Articles 23, 24, 25, 26 and 27 of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques.

CHAPTER VII**PAYMENT OF THE PAYING ADMINISTRATION****Article 38*****Allocation of rates***

1. The issuing administration shall allocate to the paying administration a unit rate.

2. The rate shall be fixed, in relation to the average amount of the out-payment cheques included in one and the same letter of dispatch, at:

0.80 fr up to 100 fr;

1.00 fr above 100 fr and up to 200 fr;

1.20 fr above 200 fr and up to 300 fr;

1.50 fr above 300 fr and up to 400 fr;

1.80 fr above 400 fr and up to 500 fr;

2.10 fr above 500 fr.

3. Instead of the rates set out at § 2, administrations may however agree to allocate a standard rate irrespective of the amount of the outpayment cheques.

PART V

ISSUE OF FOREIGN CURRENCY TO TRAVELLERS

CHAPTER I

GUARANTEED PAYMENT CARDS

Article 39

Issue of guaranteed payment cards

1. Each administration may issue to holders of giro accounts guaranteed payment cards, payable on sight at the counters of post offices in contracting countries which agree to set up this service in their reciprocal relations.

2. The provisions of the present Agreement and of its Detailed Regulations concerning the guaranteed payment card apply by analogy to the guaranteed cheque.

Article 40

Currency. Conversion rate

1. The sum guaranteed shall be printed on the back of each card or in an annex in the currencies of the various contracting countries.

2. The issuing administration shall fix the conversion rate of its currency into those of the paying country.

Article 41

Maximum amount

The maximum amount which may be paid by means of a payment card shall be fixed by common agreement among the contracting countries.

Article 42***Duration of validity***

1. The period of validity of payment cards may be fixed by the issuing administration.
2. It shall be shown on the card by printing the last date of validity.
3. In the absence of such indication, the validity of payment cards shall be unlimited.

Article 43***General rules for payment***

1. The amount of the guaranteed payment cards shall be paid to the payee in legal currency of the paying country. However, if the administrations are in agreement thereon, payment may be made to a third party bearing the document.
2. Payment cards shall not be transferable by endorsement.

Article 44***Payment of the paying administration***

The administrations which agree to participate in the payment cards service shall fix by common agreement the amount of the payment which shall be allocated to the paying administration.

Article 45***Liability***

The paying administration shall be relieved of all liability, when it can prove that payment was made in regulation conditions.

CHAPTER II***GIRO TRAVELLERS' CHEQUES*****Article 46*****Giro travellers' cheques***

1. At his request, there may be sent to any giro account holder in one of the countries which agree to exchange giro travellers' cheques, giro travellers' cheques payable in another of those countries.
2. The conditions of acceptance and execution of payments by means of giro cheques and giro travellers' cheques shall be fixed by the countries which agree to exchange them.

PART VI**NEGOTIATION BY GIRO TRANSFER OF
INSTRUMENTS PAYABLE AT GIRO CENTRES****Article 47****Instruments payable at giro centres**

1. Subject to agreement with the administration of the paying country, giro centres which receive for collection bank cheques or bills of exchange payable in a foreign giro centre shall send them to the office of payment which shall proceed with their negotiation by giro transfer.

2. The instruments shall comply with the procedural conditions laid down for bills for collection.

3. Administrations shall draw up by mutual agreement the necessary regulations for the execution of protest formalities as well as the conditions under which part payments may be accepted.

Article 48**Charge**

On any instruments accepted for collection by a giro centre a charge not exceeding 20 centimes may be made on behalf of the receiving administration.

Article 49**Liability**

1. Administrations shall be liable for the amount of the instruments debited against the accounts.

2. Administrations shall not be liable for delays in:

(a) the sending or presentation of instruments;

(b) the preparation of protests or the institution of the legal proceedings which they undertake under the terms of Article 47, § 3.

PART VII**MISCELLANEOUS PROVISIONS****Article 50****Application to open a giro account abroad**

1. Where an application is made to open a giro account in a country with which the country of residence of the applicant exchanges giro transfers, the administration of the country of residence shall be bound, in verifying the

application, to cooperate fully with the administration responsible for keeping the account.

2. Administrations shall pledge themselves to carry out this verification with all due care and diligence without, however, assuming any liability on that account.

3. At the request of the administration which keeps the account, the administration of the country of residence shall also undertake, as far as possible, to verify information about any change in the legal capacity of the account holder.

Article 51

Free postage

1. Envelopes containing account statements addressed by giro centres to account holders shall be sent by the quickest route (air or surface) and delivered free in each country of the Union.

2. The redirection of these envelopes in any country of the Union shall not, in any circumstances, deprive them of the benefit of this exemption.

Article 52

Directory of account holders

1. Account holders may obtain, through the administration which holds their accounts, directories of account holders published by other administrations, at the price fixed by the latter in their inland services.

2. Each administration shall provide the administrations of the contracting countries, free of charge, with the directories necessary for the execution of the service.

3. Administrations cannot be held liable because of errors in the directory of account holders.

PART VIII

FINAL PROVISIONS

Article 53

Application of the Convention

The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.

Article 54

Exception to the application of the Constitution

Article 4 of the Constitution shall not apply to this Agreement.

Article 55

Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations

1. To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. At least half of these member countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement and its Detailed Regulations shall obtain:

- (a) two-thirds of the votes, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of this Agreement and its Detailed Regulations;
- (b) a majority of the votes, if they involve interpretation of this Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in Article 32 of the Constitution.

Article 56

Entry into force and duration of the Agreement

This Agreement shall come into force on *1 January 1976* and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the Governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at *Lausanne, 5 July 1974*

Signatures

(The same countries as at pages 21 to 41)

[For ratifications, etc. see page 138]

DETAILED REGULATIONS OF THE GIRO AGREEMENT

CONTENTS

PART I PROVISIONS COMMON TO ALL GIRO SERVICES

- Art.
101. Information to be supplied by administrations
102. Forms for the use of the public

PART II GENERAL PROVISIONS

103. *Operation of the liaison giro account*

PART III TRANSFERS

CHAPTER I ISSUE. NOTIFICATION

104. Entries on forms
105. Preparation of transfer advices
106. Transfer lists
107. Preparation of summary lists
108. *Notification of transfers.*

CHAPTER II SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES OFFERED TO THE PUBLIC

109. Request for an advice of entry
110. Request for the cancellation of a transfer
111. Inquiries

CHAPTER III OPERATIONS AT GIRO CENTRE OF DESTINATION

112. Return of advices of entry
113. Verifications of transmissions and treatment of irregularities
114. Cancellation of a transfer
115. Non-execution of a transfer

CHAPTER IV FINANCIAL SETTLEMENTS BETWEEN ADMINISTRATIONS

116. *Payment of amounts owing*

CHAPTER V TELEGRAPH TRANSFERS

117. Common provisions
118. Preparation of telegraph transfers
119. Telegraph transfer lists
120. Preparation of summary lists

- Art.
 121. Request for an advice of entry
 122. Entry of telegraph transfers
 123. Advice of entry
 124. Verification of transmissions and treatment of irregularities

PART IV
GIRO INPAYMENTS

CHAPTER I
INPAYMENT ADVICE

125. General provisions

CHAPTER II
INPAYMENT MONEY ORDERS

TREATMENT OF INPAYMENTS RECEIVED ON MP 16 INPAYMENT MONEY ORDERS INTENDED FOR AN ADMINISTRATION WHOSE GIRO SYSTEM IS BASED ON THE USE OF THE VP 1 INPAYMENT ADVICE

126. *General provisions*
 127. *Forwarding of inpayment money orders*
 128. *Preparation and settlement of accounts of MP16 inpayment money orders arriving direct at a giro centre of destination which does not use money orders for crediting its giro accounts*

PART V
PAYMENTS MADE BY DEBITING GIRO ACCOUNTS

CHAPTER I
ISSUE OF OUTPAYMENT CHEQUES

129. *Outpayment cheque form*
 130. *Preparation of outpayment cheques*
 131. *Prohibited or authorized entries. Automatic registration*

CHAPTER II
NOTIFICATION OF OUTPAYMENT CHEQUES

132. *List of outpayment cheques*
 133. *Preparation of summary lists*
 134. *Special services. Entries to be made on lists*
 135. *Notification of outpayment cheques intended for administrations with a giro service*
 136. *Notification of outpayment cheques intended for administrations without a giro service*
 137. *Withdrawal from the post. Alteration of address*

CHAPTER III
OPERATIONS IN THE PAYING ADMINISTRATION

138. *Missing or incorrect lists*
 139. *Treatment of lists and summary lists by the giro service of destination*
 140. *Treatment of lists and summary lists by the administration of destination without a giro service*
 141. *Irregular outpayment cheques*
 142. *Preparation of advice of payment*
 143. *Unpaid outpayment cheques*
 144. *Inquiries*
 145. *Payment authorizations. Outpayment cheques lost or destroyed after payment*
 146. *Preparation of telegraph outpayment cheques*
 147. *Advice of issue*
 148. *Transmission of telegraph outpayment cheques*

PART VI
ISSUE OF FOREIGN CURRENCY TO TRAVELLERS

CHAPTER I
PAYMENT OF GUARANTEED PAYMENT CARDS

149. *Forms*
 150. *Presentation of payment cards*
 151. *Conditions of payment*

CHAPTER II
FINANCIAL SETTLEMENTS BETWEEN ADMINISTRATIONS

Art.

- 152. *Return of paid cards to the giro service of origin*
- 153. *Replacement of guaranteed payment cards lost after payment*

PART VII
INSTRUMENTS PAYABLE AT GIRO CENTRES

- 154. Application of the Detailed Regulations of the Collection of Bills Agreement
- 155. Special conditions to be fulfilled by instruments
- 156. Preparation and transmission of statements of instruments sent
- 157. Dispatch of funds

PART VIII
MISCELLANEOUS PROVISIONS

- 158. Postage-free envelopes containing account statements
- 159. Application to open a giro account abroad

PART IX
FINAL PROVISIONS

- 160. Entry into force and duration of the Regulations

ANNEXES

Forms: See "List of forms"

DETAILED REGULATIONS OF THE GIRO AGREEMENT

Having regard to Article 22, § 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964, the undersigned, on behalf of their respective postal administrations, have by common consent drawn up the following measures for ensuring the implementation of the Giro Agreement:

PART I

PROVISIONS COMMON TO ALL GIRO SERVICES

Article 101

Information to be supplied by administrations

1. Administrations shall send to each other direct:
 - (a) the names of the offices of exchange referred to in Article 4 of the Agreement;
 - (b) specimen impressions of the authentication stamps used in the offices of exchange;
 - (c) a list—with specimen signatures—of the officials who are authorized to sign the summary lists in those offices; this list shall be supplied in sufficient copies to meet the needs of the service. In cases of amendment, a complete new list shall be sent to the corresponding administration; however, if it is just a question of cancelling one of the listed signatures, it shall be sufficient to have it struck off the existing list which shall continue to be used;
 - (d) the rate of conversion fixed for transfers, inpayment or outpayment cheques, if this is specially requested.
2. In addition, they shall send to the International Bureau:
 - (a) a list of the countries with which they exchange transfers, inpayments, outpayment cheques or payment cards and, if applicable, telegraph transfers, inpayments or outpayment cheques;
 - (b) the names of the offices of exchange referred to in Article 4 of the Agreement.
3. Any amendment to the information mentioned above shall be notified without delay.

Article 102

Forms for the use of the public

1. For the purpose of applying Article 10, § 3, of the Convention, the following shall be considered as forms for the use of the public:

- VP 1 (advice of transfer or inpayment)
- VP 7 (inquiry about a transfer or inpayment)
- VP 10 (advice of entry)
- VP 13 and VP 13bis (outpayment cheque)
- VP 14 and VP 14bis (payment card).

2. Internal service forms used as transfer advices or, if applicable, as inpayment advices under the conditions set out in Articles 105, § 1, and 125, § 2, shall not be subject to these provisions.

PART II

GENERAL PROVISIONS

Article 103

Operation of the liaison giro account

1. The following, in particular, shall be credited to the liaison giro account:
 - (a) sums transferred to constitute or to augment a credit balance. The corresponding transfers shall be made either by means of cheques or drafts payable on sight at the capital or at a commercial centre in the creditor country, or by the transfer to a banking institution in that capital or commercial centre;
 - (b) transfers, inpayments, payments, the making of which has not been possible.
2. The following, in particular, shall be debited to the liaison giro account:
 - (a) the total of the transfer lists or inpayment lists referred to in Articles 106 and 125 which the administration of destination must credit to payees' giro accounts;
 - (b) the total of the lists of outpayment cheques mentioned in Article 132 for which it has to provide cash;
 - (c) the total of the lists of payment cards mentioned in Article 151 against which payment has been effected;
 - (d) the total of the rates and the payment referred to in Articles 38 and 44 of the Agreement which are paid to it by the administration of origin of the outpayment cheques and payment cards;
 - (e) sums the repatriation of which is requested by the administration holding the liaison giro account for contingency levelling of the latter's credit balance.
3. Administrations may agree among themselves to use the liaison giro accounts to settle transactions other than those relating to the operation of the giro service. In that case, they shall determine the procedure to be applied.
4. Any charges shall be borne by the administration of origin with the exception of extraordinary charges, such as clearing charges, imposed by the creditor country.

PART III
TRANSFERS

CHAPTER I
ISSUE. *NOTIFICATION*

Article 104

Entries on forms

1. Entries on transfer service forms shall be made very clearly, in roman characters and arabic numerals preferably typewritten.

2. Entries in indelible pencil or in ordinary pencil shall be forbidden; however, signatures may be in indelible pencil.

Article 105

Preparation of transfer advices

1. Transfer advices shall be prepared, on forms conforming to the annexed specimen VP 1, either by the holder of the account to be debited or by the giro centre holding the account; however, each administration may, exceptionally, authorize the use of its own internal service forms.

2. When the payer shows the amount to be transferred in the currency of the country of origin the centre receiving the transfer order—or the office of exchange—shall do the conversion and enter in red ink, on the advice, the value of the transfer in the currency of the country of destination.

3. Transfer advices shall bear the date-stamp impression of the giro centre of origin.

Article 106

Transfer lists

1. Transfer lists shall be prepared by the offices of exchange on forms conforming to the annexed specimen VP 2. Administrations may agree that column 3 of the form need not be filled in. Each list shall bear the impression of the stamp of the centre which prepared it.

2. The transfer lists, to which are attached the transfer advices sent by post, shall be sent, once each working day, to the corresponding offices of exchange; however, the administrations concerned may come to an arrangement to group transfers for several days on a single list.

Article 107**Preparation of summary lists**

1. The total of the lists addressed to each particular office of exchange shall be carried over to a summary list prepared in duplicate in the form of the annexed specimen VP 3, the grand total of which shall be given in words or printed in figures by means of a cheque protection machine.

2. The entry number of the summary list shall be carried forward to each transfer list.

3. The summary lists shall be stamped with the stamp of the centre which prepared them and signed by the official or officials authorized to do so. Each of these summary lists shall be numbered consecutively in a series which is renewed each month for each office of exchange.

4. The summary list shall be sent in duplicate. The final summary list sent off at the end of each month must be endorsed "*Dernière lettre d'envoi N° ...*". (Final summary list N° ...). When an office of exchange has no transfers to send to the corresponding office on the last working day of a month, it shall nevertheless send a "nil" summary list annotated in the same way "*Dernière lettre d'envoi N° ...*". (Final summary list N° ...).

Article 108**Notification of transfers**

The summary lists, lists and transfer advices shall be placed together in sealed packets and sent post free to the destination office of exchange by the quickest route (air or surface mail); these packets may be registered.

CHAPTER II**SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN
FACILITIES OFFERED TO THE PUBLIC****Article 109****Request for an advice of entry**

1. When, at the time he orders the transfer, the payer asks for an advice of entry to be sent to him in accordance with Article 13 of the Agreement, the letters "AI" shall be shown on the VP 2 list opposite the corresponding entry; in the case of a transfer sent by post, the words "*Avis d'inscription*" (Advice of entry) shall be entered conspicuously on the transfer advice.

2. A form conforming to the annexed specimen VP 10 or a C 5 form, provided for in Article 131, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention, properly filled in so far as the address of the payer (front) and the description of the transfer (back) are concerned, shall be attached to the relevant transfer advice.

Article 110**Request for the cancellation of a transfer**

1. For every request for cancellation to be transmitted by post the centre of origin shall prepare a form conforming to the annexed specimen VP 5 and send it to the office of exchange in its country; the latter office shall complete the form by entering details of the transmission of the transfer to the office of exchange in the country of destination and forward it to that office by registered post.

2. If the request is to be sent by telecommunications, a form conforming to the annexed specimen VP 6 shall be filled in by the centre or office of exchange of origin and the particulars sent in the form of a paid telegraph service advice to the centre holding the account to be credited. The service advice shall be confirmed immediately by post on a VP 5 form which must go through the offices of exchange of the two countries.

Article 111**Inquiries**

Any inquiry about the execution of a transfer order shall be prepared on a form conforming to the annexed specimen VP 7 by the giro centre holding the account to be debited and shall be sent, if appropriate, via the offices of exchange in each of the countries concerned, to the giro centre holding the account to be credited; it shall be dealt with in accordance with Article 142, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER III**OPERATIONS AT THE GIRO CENTRE OF DESTINATION****Article 112****Return of advices of entry**

The advice of entry referred to in Article 109, duly completed by the giro centre holding the account credited, shall be sent direct to the payer.

Article 113**Verification of transmissions and treatment of irregularities**

1. Upon receipt of the packets containing the summary lists, the lists and transfer advices, the office of exchange of destination shall proceed to check them. If it finds any irregularity or omission, it shall immediately bring this to the notice of the office of exchange of origin by means of a letter in the form of the annexed specimen VP 4 and the latter shall reply by the quickest route (air or surface) and send duplicates of any missing documents. Duplicates of missing documents shall also be exchanged by the quickest route (air or surface).

2. If the irregularity concerns a discrepancy between the amounts on the transfer advice and the transfer list, the destination office of exchange shall be authorized to carry out the transfer for the lower of the two amounts; if this is done, the transfer advice or the transfer list or summary list as the case may be shall be amended accordingly in red ink, and the amendment notified to the corresponding office of exchange by means of a VP 4 form.

Article 114

Cancellation of a transfer

1. A transfer shall be cancelled according to the rules laid down in Article 115; if the cancellation has been requested by telecommunications, the giro centre of destination shall hold the transfer advice until receipt of the postal confirmation.

2. The action taken by the giro centre of destination on the cancellation request shall be communicated to the giro centre of origin by the quickest route (air or surface); in the case of a cancellation request by telecommunications it shall not be necessary to wait for the arrival of the VP 5 form before giving this information.

3. Cancellation requests made or forwarded in any way other than that laid down by Article 110 shall be ignored.

Article 115

Non-execution of a transfer

1. When, for any reason whatsoever, a transfer cannot be credited to the payee's account, it shall be described on a VP 4 form, to which shall be attached, where appropriate, the corresponding transfer advice. The VP 4 form may, if necessary, have a description of several non-executed transfers entered on it.

2. Refused transfers shall be entered on the VP 4 form to their amount expressed in the currency of the first country of destination as calculated by the administration of origin of the transfer.

3. The total amount of the VP 4 form shall be credited to the giro account opened in the name of the administration of origin of the refused transfers.

4. The VP 4 form and the transfer advices attached to it shall be attached to the account statement mentioned in Article 116, § 2.

CHAPTER IV

FINANCIAL SETTLEMENTS BETWEEN ADMINISTRATIONS

Article 116

Payment of amounts owing

1. After verification of the VP 2 lists and the VP 3 summary list, the total amount of the transfers received shall be debited to the liaison giro account opened in the name of the administration of origin of the transfers.

2. A copy of the VP 3 summary list, stamped with the date stamp of the giro service of destination shall be attached to the daily account statement which shall be sent the same day as the transaction to the administration holding the liaison giro account debited.

CHAPTER V

TELEGRAPH TRANSFERS

Article 117

Common provisions

The provisions relative to transfers exchanged by post shall apply to telegraph transfers, in everything not expressly covered in this chapter V.

Article 118

Preparation of telegraph transfers

1. For telegraph transfers the giro centre of origin shall send giro telegrams direct to the giro centre which holds the payee's account.

2. Transfer telegrams shall be written in French, in the absence of special agreement, and shall invariably be drawn up as follows:

Indications of service charges paid (if any),

Advice of entry (if any);

Transfer ... (issue number);

Name of the giro centre of destination;

Name or designation of the payer;

Number of the account debited;

Name of the giro centre holding the payer's account;

Amount to be credited;

Name or designation of the payee;

Number of the account to be credited;

Personal message (if any).

3. Administrations may agree to use a secret code for the complete or partial notification of the issue number and value of each telegraph transfer.

4. The amount to be credited shall be expressed as follows: whole number of monetary units in figures, then in words, the name of the monetary unit, fraction of a unit, if any, in figures.

5. Neither the payer nor the payee may be designated by a coded abbreviation or word.

6. When administrations agree to use a form of telecommunications other than telegraph for transmission between their offices of exchange, they shall decide on the methods of operation.

Article 119**Telegraph transfer lists**

Telegraph transfers shall be dealt with in separate VP 2 lists. No transfer advice shall be attached to these lists.

Article 120**Preparation of summary lists**

Where telegraph transfers are collated in separate VP 3 summary lists, these shall be numbered in the same series as summary lists for postal transfers.

Article 121**Request for an advice of entry**

The advice of entry for a telegraph transfer shall be prepared by the centre of destination as soon as the payee's account has been credited.

Article 122**Entry of telegraph transfers**

The giro centre of destination shall credit telegraph transfers to the payee's account without waiting for the corresponding list.

Article 123**Advice of entry**

The advice of entry for a telegraph transfer, duly completed by the giro centre holding the account credited, shall be sent to the giro centre which holds the account.

Article 124**Verification of transmissions and treatment of irregularities**

1. When a telegraphic transfer order cannot be executed for any reason for which the payee is not responsible, a telegraph service advice shall be sent to the giro centre of origin stating the reason why the order was not executed. If, after checking, the centre of origin ascertains that the irregularity was due to a service error, it shall rectify it immediately by means of a telegraph service advice. If not, the correction shall be made by post after consulting the payer; however, if the latter so wishes and offers to pay the charges, the correction may be sent by air or by means of a paid telegraph service advice.

2. Telegraph transfers containing an irregularity which has not been rectified within a reasonable time shall be rejected in accordance with the provisions of Article 115.

PART IV
GIRO INPAYMENTS

CHAPTER I
INPAYMENT ADVICE

Article 125

General provisions

1. Subject to the following paragraphs, the regulations relating to giro transfers shall also apply to giro inpayments.

2. Inpayment advices shall be prepared on VP 1 forms or, if administrations agree to their use, on the inpayment advice forms of the internal service, either by the inpayer or by the post office of inpayment or by the office of exchange in the country of origin. They shall be stamped with the date stamp of one of these offices.

3. The inpayment lists to which the inpayment advices shall be attached shall be prepared by the offices of exchange on VP 2 forms.

4. The total of each of the transfer lists or inpayment lists addressed to the same office of exchange shall be carried over to a VP 3 summary list.

5. In the absence of special agreement, Article 116 shall apply to inpayment lists and summary lists.

6. The above provisions shall apply to inpayments issued on a VP 1 form intended for an administration whose giro system is based on the use of the inpayment money order.

CHAPTER II

*INPAYMENT MONEY ORDERS. TREATMENT OF
INPAYMENTS RECEIVED ON MP 16 INPAYMENT
MONEY ORDERS INTENDED FOR AN
ADMINISTRATION WHOSE GIRO SYSTEM IS BASED ON
THE USE OF THE VP 1 INPAYMENT ADVICE*

Article 126

General provisions

Subject to what is expressly provided for in this chapter, inpayment money orders shall be subject to the provisions of part IV of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement.

Article 127***Forwarding of inpayment money orders***

1. MP 16 inpayment money orders shall be forwarded direct by the issuing administration to the giro centre holding the payee's giro account.

2. MP 2 special lists, on which are described the list inpayment money orders, shall be sent:

either through the intermediary of the offices of exchange of the giro service when the two administrations have a giro system;

or through the intermediary of the list money order office of exchange and the office of exchange of the giro service when the issuing administration does not have such a service.

Where applicable, MP 2 lists shall be attached to the VP 2 transfer lists and their total transferred to the VP 3 summary list.

Article 128***Preparation and settlement of accounts of MP 16 inpayment money orders arriving at a giro centre of destination which does not use money orders for crediting its giro accounts***

1. MP 16 inpayment money orders from a specific country shall, after being credited to the payee's account, be recorded by the giro centre of destination holding the liaison giro account of the issuing administration on a VP 2 list the heading of which shall be amended accordingly. This list shall be prepared in duplicate.

2. The total amount of the VP 2 list shall be debited from the liaison giro account opened in the name of the administration of origin of the money orders. The VP 2 list and the corresponding MP 16 money orders shall be attached to the account statement sent to the administration issuing the instruments. The money order shall be endorsed on the back with a note stating the date when the amount was credited to the payee's account and stamped with the date stamp of the giro centre of destination. The coupon of the MP 16 money order may be detached by the giro centre of destination and used as an inpayment advice.

3. When the MP 16 inpayment money orders come from a country which has not yet set up a giro system, the account relating to the inpayment money orders shall be made out on the MP 8 form; it shall be sent, with the VP 2 list and the money orders, to the service of the issuing administration responsible for exchanging money order accounts. The MP 8 account shall be settled direct by the issuing administration in favour of the giro service of destination of the money orders.

*PART V**PAYMENTS MADE BY DEBITING GIRO ACCOUNTS**CHAPTER I**ISSUE OF OUTPAYMENT CHEQUES***Article 129***Outpayment cheque form*

1. Outpayment cheques shall be made out on a strong paper form with a white background printed in light azure blue in the form of the annexed VP 13 or VP 13bis specimens.

2. The paper used for the manufacture of the forms must meet the technical requirements of optical reading.

3. The lower part of the form must have a white reading zone of a size in conformity with the specimens annexed to this Agreement.

4. *With the exception of the reading zone referred to in § 3, the VP 13 or VP 13bis forms shall bear a security print consisting of a recurrent imprint of the interlaced letters "CCP" in azure blue, sufficiently faint so as not to impede the reading of the details of the sum to be paid and of the names of the payer and of the payee.*

Article 130*Preparation of outpayment cheques*

1. Article 105 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques subject to §§ 2, 3 and 4 below. However, postage stamps shall not be admitted.

2. The service instructions provided for on the front of the form shall be entered exclusively by the office of exchange of the administration of destination.

3. On the back of the form, the office of exchange of the administration of origin of the payment order shall affix in the places provided for that purpose the impression of its date stamp and the various service instructions which it judges to be necessary.

4. When the payer requests the simultaneous issue of several outpayment cheques, the administration of origin may excuse him from affixing his signature on the front of the VP 13 and VP 13bis forms.

Article 131*Prohibited or authorized entries. Official registration*

Articles 106 and 107 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques.

CHAPTER II**NOTIFICATION OF OUTPAYMENT CHEQUES****Article 132*****List of outpayment cheques***

1. Outpayment cheques shall be described on a VP 2 list prepared in duplicate by the giro office of exchange.
2. Article 106 shall apply to lists of outpayment cheques.

Article 133***Preparation of summary lists***

1. The total of each list of outpayment cheques addressed to each particular office of exchange shall be carried over to a VP 3 summary list.
2. Article 107 shall apply to VP 3 summary lists of outpayment cheques.

Article 134***Special services. Entries to be made on lists***

Article 123 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to VP 2 lists of outpayment cheques whenever the sender asks to benefit from special services.

Article 135***Notification of outpayment cheques intended for administrations with a giro service***

VP 3 summary lists and VP 2 lists, together with the relevant outpayment cheques, shall be sent by the office of exchange of the giro service of origin to the office of exchange of the giro service of destination.

Article 136***Notification of outpayment cheques intended for administrations without a giro service***

VP 2 lists and VP 3 summary lists, which replace the MP 2 lists mentioned in Article 121, § 2, of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement, shall be sent together with the corresponding outpayment cheques to the offices of exchange of the money orders service mentioned at Article 120 of those Regulations.

Article 137***Withdrawal from the post. Alteration of address***

Article 124 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques. For withdrawals and alterations of address, administrations may agree to use VP 5 or VP 6 forms.

CHAPTER III**OPERATIONS IN THE PAYING ADMINISTRATION****Article 138*****Missing or incorrect lists***

The following shall apply, as appropriate:

Article 113 of the Detailed Regulations;

Article 126 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement.

Article 139***Treatment of lists and summary lists by the giro service of destination***

1. After checking the list and the summary list, the giro service of destination shall debit from the liaison giro account opened in its service in the name of the administration of origin the total amount of the VP 3 summary list and the sum of the rates or additional charges due to it for each outpayment cheque attached to the list. This amount shall be carried over on to the VP 3 summary list below the total of the outpayment cheques.

2. The giro service of destination shall make payment of the outpayment cheques, applying the regulations in force in its internal service.

3. The issue number which is allocated to each outpayment cheque shall be carried over to the two copies of the VP 2 list.

4. An account statement shall be sent to the administration of origin with a copy of the VP 2 list and the VP 3 summary list. The list and the summary list shall be stamped with the date stamp of the giro service of destination.

Article 140***Treatment of lists and summary lists by the administration of destination without a giro service***

1. After checking the lists and summary lists received, the administration of destination shall make payment of the outpayment cheques received according to the procedure best suited to the requirements of its internal service.

2. Upon expiry of the accounting period, the administration of destination shall recapitulate the summary lists received from each of its correspondents on an MP 15 account on which it shall also enter the amount of the rates due to it by virtue of Article 38 of the Agreement. This account, with a copy of each summary list, shall be sent for approval to the giro service of the administration of origin of the payment orders.

3. Upon receipt of the MP 15 account, the administration of origin shall settle its debt in accordance with Articles 147 and 148 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement.

Article 141

Irregular outpayment cheques

1. Subject to the following paragraphs, Article 111 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to irregular outpayment cheques.

2. Rectification of irregular outpayment cheques shall be done exclusively through the intermediary of the offices of exchange of the administration of destination and of the administration of origin.

3. Absence of the signature on the front of the VP 13 or VP 13bis form may in no case be considered as an irregularity preventing payment.

4. In case of non-reply by the payer, the MP 14 form shall be returned to the administration of destination through the intermediary of the offices of exchange.

Article 142

Preparation of advice of payment

Administrations whose regulations do not permit the use of the form attached by the administration of origin shall be authorized to prepare the advice of payment on a form of their own service.

Article 143

Unpaid outpayment cheques

1. When, for any reason, an outpayment cheque, sent under the conditions laid down in Article 135, could not be paid to the payee, Article 115 shall apply. The coupon intended for the payee shall be attached to the VP 4 form.

2. When the unpaid outpayment cheque was sent under the conditions laid down in Article 136, the amount of the outpayment cheque shall be deducted from the total of the next MP 15 account prepared. The coupon intended for the payee shall be attached to an explanatory MP 15 form attached to the MP 15 account.

Article 144***Inquiries***

1. Article 111 or Article 114, as appropriate, of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques.

2. The VP 7 form or the appropriately adapted MP 4 form, as the case may be, shall always be sent through the intermediary of the offices of exchange.

Article 145***Payment authorizations. Outpayment cheques lost or destroyed after payment***

1. Articles 116 and 117 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to outpayment cheques.

2. As regards outpayment cheques lost or destroyed after payment, Article 118 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply but the VP 13 form shall replace the MP 1 form.

Article 146***Preparation of telegraph outpayment cheques***

Article 130 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply to telegraph outpayment cheques. However, the expressions "name of the issuing post office" and "money order ... (postal issuing number)" shall be replaced by: "name of the issuing office of exchange" and: "outpayment cheque ... (issue number)" respectively.

Article 147***Advice of issue***

1. The office of exchange of the issuing administration shall prepare an MP 3 confirmatory advice of issue in respect of each telegraph outpayment cheque.

2. It shall be prohibited to affix postage stamps or postage-paid impressions to this advice.

3. The advice of issue shall be sent, under cover, by the first mail and by the quickest route (air or surface) to the office of exchange of destination.

Article 148***Transmission of telegraph outpayment cheques***

1. A special VP 2 list headed "telegraph outpayment cheque" shall be prepared in respect of telegraph outpayment cheques. This list shall be sent by the next mail to the office of exchange of the administration of destination.

2. The total of each list of telegraph outpayment cheques intended for the same office of exchange shall be carried over to a special VP 3 summary list.

3. The VP 3 summary lists of the lists of telegraph outpayment cheques shall be given a serial number from the same series as the summary lists of the lists of ordinary outpayment cheques.

4. The office of exchange of origin may assign to the telegraph outpayment cheques described on such special lists an international number from a special series for telegraph outpayment cheques.

5. Article 139 or 140, as appropriate, shall apply to special lists of telegraph outpayment cheques.

6. When administrations agree to use telex for transmission between their offices of exchange, they shall decide on the methods of operation.

PART VI

ISSUE OF FOREIGN CURRENCY TO TRAVELLERS

CHAPTER I

PAYMENT OF GUARANTEED PAYMENT CARDS

Article 149

Forms

1. *Payment cards shall be made out on a strong light azure blue paper in the form of the annexed VP 14 or VP 14bis specimens.*

2. *According to whether the issuing administration uses punched cards or optical or magnetic reading, it shall adopt the specimen form, the size, within the agreed maximum and minimum and the quality of paper best suited to the requirements of its technical equipment.*

3. *The front of the form shall bear a security print consisting of three vertical bands and guilloched motifs as follows:*

- (a) *throughout its width the form shall bear a recurrent imprint in azure blue of the interlaced three letters "CCP", sufficiently faint so as not to hamper the reading of the information entered on the form before and at the time of payment;*
- (b) *a vertical band 52 mm wide with upper half coloured turquoise blue and lower half mauve shall be deployed 57 mm from the left-hand edge of the form. These two colours, which shall become fainter from top downwards and from bottom upwards respectively, shall merge on the median line;*
- (c) *in the centre of the blue and mauve band a guilloched motif 34 mm long and 13 mm high representing a horizontal "8" made up of a web of 13 lines of varying length shall be deployed. This shall be followed by a second motif 19 mm long and 13 mm high made up of 15 parallel horizontal lines, upon which 9 lines of variable width shall be so arranged as to form an "S" inclined at 45°. Below this second motif there shall be a*

box 19 mm long and 10 mm high which shall contain the special monogram of the issuing giro service.

4. *Apart from the description of the account holder, the various headings appearing on the payment card shall be printed in blue.*

5. *Administrations may agree among themselves to use a form adapted to the requirements of their internal service.*

Article 150

Presentation of cards for payment

1. Upon presentation of the card at the counter for payment, the bearer shall enter, in the space reserved for that purpose, in Arabic numerals, the sum to be paid, expressed in the currency of the paying country.

2. The amount shall be preceded by the regulation initials representing the abbreviation of the name of the currency of payment.

3. The indication of the sum shall be made in ink and shall not include any deletions, erasures or overprinting, even if approved.

Article 151

Conditions of payment

1. The card shall be endorsed with the signature of the payee affixed in the presence of the paying official.

2. The holder shall be obliged to prove his identity by producing:
either his passport;
or an identity card accepted for crossing frontiers;
or a postal identity card.

Any other identity document must have been approved by the administrations concerned.

3. The document produced shall be briefly described in the bottom left-hand corner of the front of the card.

4. The paying official shall stamp the card with the date stamp of the paying office together with his signature.

CHAPTER II

FINANCIAL SETTLEMENTS BETWEEN ADMINISTRATIONS

Article 152

Return of paid cards to the giro service of origin

1. Paid cards shall be collated by the office of exchange of the paying administration.

2. They shall be described on a VP 2 list or on an MP 5 account showing the total amount of the payments made, expressed in the currency of the paying

country. To the total amount of the VP 2 list or the MP 5 account shall be added the sum of the rates payable by the issuing administration to the paying administration.

3. The total amount of the VP 2 list shall be debited from the liaison giro account opened in the name of the issuing administration. The VP 2 list and the paid cards shall be attached to the relevant account statement which shall be sent to the issuing administration.

4. Article 147 of the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement shall apply, where necessary, to payment of the MP 5 account.

Article 153

Replacement of guaranteed payment cards lost after payment

1. Payment cards lost or destroyed after payment shall be replaced by the paying administration by a duplicate prepared on a blank form. This form shall bear all the necessary indications of the original instrument as well as the words "*Duplicata établi en remplacement d'une carte perdue après paiement*" (Duplicate prepared to replace a card lost after payment) and the date stamp of the office of exchange of the paying administration.

2. The administration issuing the cards shall provide the paying administrations with the card forms necessary for the preparation of the above-mentioned duplicates.

PART VII

INSTRUMENTS PAYABLE AT GIRO CENTRES

Article 154

Application of the Detailed Regulations of the Collection of Bills Agreement

Subject to the special provisions set out below, instruments payable at giro centres shall be, in so far as these are applicable to them, subject to the provisions of the Detailed Regulations of the Collection of Bills Agreement in particular with respect to conditions to be fulfilled by the instruments, the treatment of items bearing prohibited annotations or communications, presentation, time-limits for payment and the indication of the reason for non-collection.

Article 155

Special conditions to be fulfilled by instruments

Instruments payable at giro centres shall bear the number of the giro account to be debited and the name of the giro centre which holds this account.

Article 156**Preparation and transmission of statements of instruments sent**

1. Instruments payable at giro centres shall be set out in statements, in the form of the annexed specimen VP 12, prepared in triplicate.

2. The giro centre of origin shall retain the original and send direct to the giro centre of payment the two other copies of the VP 12 statement to which it attaches the instruments to be collected.

3. After collection, the centre of payment shall return one of the copies of the statement in accordance with the provisions of Article 108, to the administration of origin of the instruments; it shall attach thereto, if applicable, any unpaid instruments.

Article 157**Dispatch of funds**

The giro centre of payment shall issue a transfer order to the amount of the items paid, after deduction of the transfer charge, in favour of the giro account designated by the giro centre of origin.

PART VIII**MISCELLANEOUS PROVISIONS****Article 158****Postage-free envelopes containing account statements**

Envelopes containing account statements and sent post-free by giro centres to account holders shall bear the designation of the forwarding giro centre and the indication "*Service des postes*" (On postal service).

Article 159**Application to open a giro account abroad**

1. Any application to open a giro account abroad shall be addressed by the applicant to the administration called upon to hold the account. It shall be sent to that administration either direct by the applicant or through the giro centre in the area where he resides. Where the applicant already has a national giro account, the application may be forwarded through the giro centre which manages his account.

2. This centre, acting in conformity with the regulations laid down for the opening of an account in its own country, shall verify applications whether made through the said centre or passed to it by a foreign administration to which they have been submitted direct.

3. If necessary, the above-mentioned centre, after consulting the applicant shall rectify any incorrect information in the application and attach to it a fully completed attestation in the form of the annexed specimen VP-9. In certain special cases not covered by the wording of that form, it may supplement or correct the form if necessary by means of an explanatory letter; it shall then send all these documents to the office of exchange in the country of destination through the office of exchange in its own country. The attestations shall be stamped with an impression of the relief stamp of the intervening country's office of exchange and signed by the official or officials authorized to certify summary lists.

PART IX

FINAL PROVISIONS

Article 160

Entry into force and duration of the Regulations

1. These Regulations shall come into force on the day on which the Giro Agreement comes into operation.
2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the parties concerned.

Done at *Lausanne*, 5 July 1974

Signatures

(The same countries as at pages 21 to 41)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
VP 1	Transfer or inpayment advice	Art 105, § 1
VP 2	Transfer, inpayment <i>or outpayment cheque</i> list . .	Art 106, § 1
VP 3	Summary list	Art 107, § 1
VP 4	<i>Regularization list</i>	Art 113, § 1
VP 5	Postal request to cancel a transfer, inpayment <i>or outpayment</i>	Art 110, § 1
VP 6	Telegraphic request to cancel a transfer, inpayment <i>or outpayment</i>	Art 110, § 2
VP 7	Inquiry about a transfer, inpayment <i>or outpayment</i>	Art 111
VP 9	Attestation (opening of a postal giro account abroad)	Art 159, § 3
VP 10	Advice of entry	Art 109, § 2
VP 12	Statement of banking instruments <i>for collection</i>	Art 156, § 1
VP 13	<i>Transfer or outpayment cheque form</i>	Art 129, § 1
VP 13bis	<i>Transfer or outpayment cheque form (large size)</i>	Art 129, § 1
VP 14	<i>Payment card in the form of a punched card</i>	Art 149, § 1
VP 14bis	<i>Payment card for optical or magnetic reading</i> . . .	Art 149, § 1

ANNEXES:

Forms VP 1 to VP 7, VP 9, VP 10, VP 12 to VP 14bis.

Postal administration of origin

VP 1

ADVICE

of transfer

Postal giro centre or inpayment office

of inpayment

Notes. The back of this advice may be used for a private message to the payee.

Name and address of payer or inpayer

No. of account or deposit

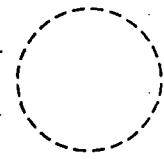
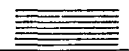
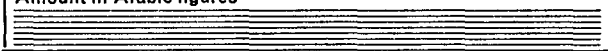
Date

Name and address of payee

Account No. of payee

Postal giro centre

Amount in Arabic figures



Postal administration of origin

LIST

VP 2

Postal giro centre

of transfers

of impayments

of outpayments

Postal giro centre of destination

Date of list

No. on VP 2 list

Number of VP 1, VP 13 or VP 13bis advices attached

Confirmation of a telegraphic transmission

Payer

Account (number of cheque form in case of outpayments)

Name and address

Payer or Impayer
Account debited or deposit

Amount

Number

Office

Number

Office

1

2

3

4

5

6

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

Total

Stamp (in relief if possible) of the giro office of exchange and debit

Postal administration of origin

SUMMARY LIST

VP 3

Postal giro centre

Lists of transfers

List of impayments

List of outpayments

Postal giro centre of destination

Date of summary list

No. of summary list

Number of VP 2 lists attached

Please carry out the orders shown on the attached VP 2 lists, the amounts of which are the following

Serial number	Amount	Serial number	Amount	Serial number	Amount
1	2	3	4	5	6
1		Brought forward		Brought forward	
2		13		24	
3		14		25	
4		15		26	
5		16		27	
6		17		28	
7		18		29	
8		19		30	
9		20		31	
10		21		32	
11		22		33	
12		23		34	
Carried forward		Carried forward		Total	

Total sum of In words

Stamp (in relief if possible) of the giro office of exchange and date
Signature

Postal administration of origin

REGULARIZATION LIST

VP 4

Postal giro centre

- Transfers not made
- Outpayments not made
- Inpayments not made
- CORRECTION to a summary list
- NOTIFICATION of irregularity

Dispatching office of exchange	Date of the VP 4 <hr/> Number of entries <hr/> Date of summary list N°
--------------------------------	---

List No.	Serial No.	Payee Account No. and name and address	Payer or Inpayer Account No. and name and address	Amount
1	2	3	4	5
No. of liaison giro account to which total amount is credited				Total

Reasons for the correction or the notification

Total of the summary list described above after correction¹

In figures	In words
------------	----------

Stamp (on relief if possible) of the giro office of exchange and date
 Signature

¹ Only if summary list corrected.

Postal administration of origin

REQUEST FOR CANCELLATION

VP 5

Postal giro centre or impayment office

Transfer

Impayment

Outpayment

Giro centre of destination	Date of request
	Notes. To be sent by registered post.
	<input type="checkbox"/> Confirmation of a telegraphic request

Confirmation of the telegraphic request	Giro centre or impayment office of origin
	Date of telegraphic request
	Giro centre of destination

Please cancel the order described below and return the relevant advice to us

Payer or Impayer	Giro centre or impayment office of origin
	Account or deposit No.
	Name and place of address
Amount	In figures, in currency of the country of destination
Payee	Giro centre
	Account No.
	Name and place of address

Stamp of giro centre or impayment office of origin and date	Signature
---	-----------

Advice sent	Date	Summary list No.
	No. of list	Serial No.

Stamp of giro office of exchange of administration of origin and date.	Signature
--	-----------

Postal administration of origin

**TELEGRAPHIC REQUEST FOR
CANCELLATION**

VP 6

 Transfer Inpayment Outpayment

Office where payee's account is held		Date of request
"Postbur" cheques		
Cancel	<input type="checkbox"/> transfer	<input type="checkbox"/> inpayment
Giro centre or inpayment office of origin	Account No.	
Name and address of payer or inpayer		
Amount in Arabic figures		
Giro centre of destination	Account No.	
Name and address of payee		
<input type="checkbox"/> "Postbur" cheques	<input type="checkbox"/> "Postbur"	Stamp of giro centre or inpayment office of origin and date
Notes. Confirm this request immediately in writing, by means of a VP 5 form.		

INQUIRY

VP 7

Postal administration of origin

Transfer

Impayment

Outpayment

Giro centre or impayment office of origin		Date of inquiry
		Date of transfer or impayment
Payer or impayer	Name and place of address	
	Account or deposit No	
Amount	In figures, in currency of the country of destination	
Payee	Name and place of address	
	Giro centre	
	Account No	
Dispatch by the giro centre or impayment office of origin	Giro centre or office of impayment	Stamp
	Exchange office of origin	
	List No.	Date
	Signature	
Dispatch by the giro office of exchange of the administration of origin	Exchange office of origin	Stamp
	Exchange office of destination	
	List No.	Serial No
	Date	
	Signature	
Dispatch by the giro exchange office of the administration of destination	Exchange office of destination	
	Giro centre of destination	
	List No.	Date
	Signature	
Reply from the giro centre of destination		
	Stamp of the giro centre of destination and date	
	Signature	

Description of the persons representing the applicant

Names and full descriptions of the persons who are legally entitled to represent the applicant according to the register of companies, the appropriate register for cooperative societies, the register of friendly societies, deed of partnership, articles of association, etc.

Names and titles	May sign alone	
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
.....	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No

The powers conferred on the persons enumerated above are subject to the following restrictions

.....

.....

.....

.....

Result of investigation

The attached request to open a postal giro account has been verified by us in conformity with the regulations in force in our country regarding the opening of such accounts

As a result of this investigation we should feel no hesitation, if application were made, in opening a giro account in our service for the applicant described above

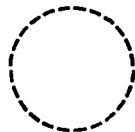
An account is already being kept in our service under this description. The applicant is entitled to sign; his signature corresponds to the specimen in our files

Stamp (in relief if possible) of the giro centre and date
Signatures of officials

Postal administration of origin

ADVICE OF ENTRY

Stamp of the giro centre preparing the advice



Giro centre or Inpayment office

Postal transfer

Telegraph transfer

On postal service

Postal inpayment

Telegraph inpayment

This advice should be returned by the quickest route, including air, without surcharge. A blue PAR AVION (BY AIR MAIL) label or impression shall be affixed to advices which are returned by air.

Name of payer or inpayer
Street and number
Place of destination
Country of destination

Giro, Lausanne 1974, Art. 109, § 2—Size: 148 x 105 mm

Amount in figures, in currency of the country of destination

Payer or inpayer. Name and address

Account No.

Payee. Name and address

Account No.

Giro centre holding the account to be credited

Action on the order described

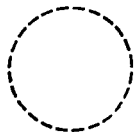
Date

Carried out

Reason

Not carried out

Stamp, date and signature



(Front)

37 mm	111 mm	
Postal administration of origin, COUPON intended for payee.	Postal administration of origin Giro centre	ORDER <input type="checkbox"/> Transfer <input type="checkbox"/> Outpayment
Name and giro account No. of payer	Name and giro account No. of payer	No. of cheque
Amount in arabic figures	Amount in arabic figures	
	Amount in words and roman letters	
Name and address of payee	Name and address of payee	
	Street and No.	
Payee's giro account	Place and country of destination	Payee's giro account
Stamp	Stamp	Date and signature
		Record number
		Sum debited in figures
Messages (see overleaf)	Do not write below	


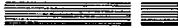




105 mm

25.4 mm
(= 1 inch)

Giro, Lausanne 1974, Art. 129, § 1—Size: 148 x 105 mm

(Back)


Reserved for office of origin	Space for endorsements if any	Messages
Equivalent value		
Charges		
Total		
Stamp	Payee's receipt Received the sum shown overleaf	
	Place and date	
	Signature of payee	
Reserved for office of exchange of origin	In-register No.	Stamp
	Identity document	
Do not write below	Do not write below	

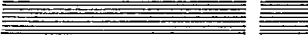

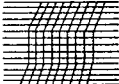
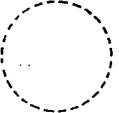
74.9 mm	111 mm	(Front)
Postal administration of origin COUPON Intended for payee	Postal administration of origin Giro centre	ORDER <input type="checkbox"/> Transfer <input type="checkbox"/> Outpayment VP 13bis
Name and giro account No. of payer	Name and giro account No. of payer	No. of cheque
Amount in arabic figures 	Amount in arabic figures 	Amount in words and roman letters 
Name and address of payee	Name and address of payee	
	Street and No.	Payee's giro account
Payee's giro account	Place and country of destination	
Stamp 	Stamp 	Date and signature
		Record number
		Sum debited in figures 
Messages (see overleaf)	Do not write below	

105 mm

25.4 mm
(= 1 inch)

Giro, Lausanne 1974, Art. 129, § 1—Size: 185.9 x 105 mm

			(Back)
Reserved for office of origin		Space for endorsements, if any	Messages
Equivalent value			VP 13bis
Charges			
Total			
Stamp	Payee's receipt Received the sum shown overleaf		
	Place and date		
	Signature of payee		
Reserved for office of exchange of origin	In-register No.	Stamp 	
	Identity document		
Do not write below		Do not write below	



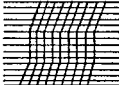
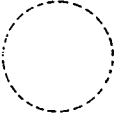
GIRO Postal cheques service		VP 14
(No. of cheque) — (Name and giro account No. of payer)		
Amount in figures 		 Emblem of giro centre
	Date	Signature
		PTO

123.24 mm

82.55 mm

Giro, Lausanne 1974, Art. 149, § 1—Size: 123.24 x 82.55 mm

N.B. For the back, text printed according to article 40 of the Giro Agreement.

GIRO Postal cheques service		VP 14bis
(No. of cheque) — (Name and giro account No. of payer)		
Amount in figures 		 Emblem of giro centre
Date	Signature	
		
DO NOT WRITE BELOW	PTO	

25.4 mm
(= 1 inch)

Giro, Lausanne 1974, Art. 149, § 1—Minimum dimensions: 123.24 x 82.55 mm, maximum dimensions: 148 x 105 mm

N.B. For the back, text printed according to article 40 of the Giro Agreement.

RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE GIRO AGREEMENT

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of instrument</i>
Belgium (A)	23 Oct. 1975
Denmark	*
France (A)	22 Oct. 1975
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	22 Oct. 1975
Germany, Federal Republic of (including Berlin (West)) (R) ...	29 Dec. 1975
Iceland (R)	6 Oct. 1975
Japan (A)	1 Aug. 1975
Liechtenstein (R)	20 Aug. 1975
Luxembourg (A)	11 Mar. 1976
Netherlands (R)	21 Nov. 1975
Netherlands Antilles and Surinam (R)	21 Nov. 1975
Switzerland (R)	9 Sept. 1975
Tunisia (R)	30 Dec. 1975
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man) (A)	23 Feb. 1976

* Signature by Denmark on 5 July 1974 constituted final approval of the Agreement.